

2012-2013

M1 Histoire et Document,
Parcours Recherche

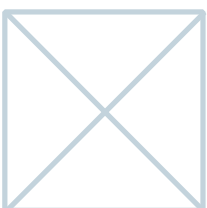
La Dictature de Francisco Macías Nguema en Guinée Équatoriale (1968-1979)

Vue par la diplomatie française

Carrión-Mège Yamily |

Sous la direction de Monsieur |
Denéchère Yves

Membres du jury
Denéchère/Yves 1 | Directeur du mémoire
Pierre/Éric 2 | Directeur du département d'histoire



Soutenu publiquement le :
19 juin 2013



L'auteur du présent document vous autorise à le partager, reproduire, distribuer et communiquer selon les conditions suivantes :



- Vous devez le citer en l'attribuant de la manière indiquée par l'auteur (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'il approuve votre utilisation de l'œuvre).
- Vous n'avez pas le droit d'utiliser ce document à des fins commerciales.
- Vous n'avez pas le droit de le modifier, de le transformer ou de l'adapter.

**Consulter la licence creative commons complète en français :
<http://creativecommons.org/licences/by-nc-nd/2.0/fr/>**

Ces conditions d'utilisation (attribution, pas d'utilisation commerciale, pas de modification) sont symbolisées par les icônes positionnées en pied de page.



« La démocratie, dictature camouflée, démocratie truquée »
Max Liniger-Goumaz

REMERCIEMENTS

Je souhaite tout d'abord remercier mon époux, Pascal, qui m'a soutenue tout au long du travail de recherche et lors de la rédaction de ce mémoire.

Un grand merci également au Professeur Yves Denéchère, qui m'a dirigée pas à pas sur ce parcours de Recherche.

Merci au personnel du Centre des Archives Diplomatiques de Nantes, qui m'a aimablement aidée à consulter les archives de l'ambassade de France à Malabo, ainsi qu'au service de Prêt Entre Bibliothèques qui m'a permis d'avoir accès à de nombreux ouvrages.

Merci, naturellement, au Professeur Éric Pierre qui m'a prêté une confiance aveugle tout au long de cette année académique.

Enfin, un dernier remerciement est dirigé à ma famille et mes amis, angevins et de par le monde, pour m'avoir encouragée lors de la rédaction de ce mémoire.

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE

1. **La Guinée Équatoriale sous Macías Nguema, le malheur d'un pays indépendant sans démocratie**
2. **Situation géopolitique et histoire coloniale**

I. HISTORIOGRAPHIE

1. **Un pays et une période peu étudiés**
 - 1.1. Absence de documents au niveau nationale en Guinée Équatoriale
 - 1.2. Approche biographique sur Francisco Macías Nguema
2. **Max Liniger-Goumaz, l'africaniste, spécialiste de la Guinée Équatoriale**
 - 2.1. Les premières études
 - 2.2. Chronologie et évolution des thématiques abordées par Liniger-Goumaz
3. **Autres perspectives sur la Guinée Équatoriale de Macías**
 - 3.1. Alerta Internacional
 - 3.2. Frente Anti Macías

II. SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

1. **Présentation des sources**
 - 1.1. Archives
 - 1.2. Télégrammes
 - 1.3. Rapports
 - 1.4. Presse
 - 1.5. Revues
2. **Références bibliographiques**

III. ÉTUDE DE CAS : LES VIOLENCES CONTRE LE PEUPLE EQUATO-GUINEEN VUES PAR LES DIPLOMATES FRANÇAIS

1. **Arrivée au pouvoir et lutte contre les opposants politiques**
 - 1.1. L'élection de Macías
 - 1.2. Le règne par la terreur politique
2. **Le système répressif**
 - 2.1. Origine et description des activités du PUNT
 - 2.2. Teodoro Obiang Nguema : une ascension politique marquée par la violence
3. **Les cas des Bubis et des Clarétains**
 - 3.1. Répression ethnique envers les Bubis
 - 3.2. Discriminations envers les missionnaires clarétains

CONCLUSION

ANNEXES

TABLE DES ILLUSTRATIONS

TABLE DES TABLEAUX

Introduction générale

1. La Guinée Équatoriale sous Macías Nguema, le malheur d'un pays indépendant sans démocratie

Le but de ce mémoire est de réaliser une brève étude sur une période noire de l'histoire de la Guinée Équatoriale, celle correspondant aux années de dictature, de 1968 à 1979, de Francisco Macías Nguema (photographie de Macías en Annexe 1), le premier président de cette jeune « République » formée lors de son émancipation de l'Espagne colonialiste. Pour retracer les événements importants vécus en Guinée Équatoriale lors de cette dictature, cette étude se base principalement sur les ouvrages de Max Liniger-Goumaz, africaniste, mais aussi sur un ensemble d'articles de presse de l'époque et sur les sources officielles et officieuses de télégrammes, lettres et rapports des ambassadeurs français en Guinée Équatoriale.

Le mémoire commence donc par une rapide présentation de la Guinée Équatoriale, où la période de dictature concernée par cette étude est introduite dans son contexte historique et géopolitique. Dans la partie suivante, la démarche historiographique qui a permis la réalisation de ce mémoire est expliquée. Elle est suivie par la présentation des sources et la bibliographie. Enfin, une étude de cas sur les violences commises contre le peuple équato-guinéen, vues par les diplomates français, est réalisée. Des exemples d'exactions graves perpétrées par le gouvernement de Macías y sont détaillés du point de vue des ambassadeurs grâce à leurs communications sous forme de télégrammes, lettres et rapports et à travers une sélection d'articles de presse présents au Centre des Archives Diplomatiques de Nantes (CADN).

2. Situation géopolitique et histoire coloniale

La Guinée Équatoriale est un petit pays situé dans le golfe de Guinée, au centre-ouest de l'Afrique. Sa superficie totale de 28 051 km² est par exemple légèrement inférieure à la taille de la Belgique (30 528 km²), la classant au 44^{ème} rang sur 54 États souverains en Afrique¹. La Guinée Équatoriale se compose de l'île de Bioko, où est située la capitale Malabo, de l'île d'Annobón, et du Río Muni, la partie continentale du pays située sur la côte centre-ouest de l'Afrique et qui constitue

¹ Organisation des Nations-Unis, *Demographic Yearbook—Table 3: Population by sex, rate of population increase, surface area and density* [en ligne], [Superficie et population mondiale](#) (15 mai 2013).

en fait la plus grande partie du territoire (voir cartes en Annexe 2). La population native de la Guinée Équatoriale est d'origine Ba-Ntu et se subdivise en cinq groupes ethniques : les Fangs, les Bubis, les Annobons, les Ndowes et les Fernandins. Avant la dictature de Nguema et à la veille de l'indépendance en 1968, on comptait 400 000 mille habitants en Guinée Équatoriale.

Bien que cette ex-colonie espagnole soit aujourd'hui indépendante, la République de Guinée Équatoriale a en fait une histoire coloniale et postcoloniale plutôt mouvementée. En effet, le pays est passé aux mains de plusieurs importantes nations européennes du temps de la colonisation. Pris par les Portugais, puis échangé à l'Espagne, il fut saisi par les Britanniques et finalement rendu à l'Espagne. Succédant à cette dernière souveraineté espagnole, l'indépendance orienta le pays sur une trajectoire sensiblement différente, avec de dramatiques conséquences. Initiée, notamment, par la Force Nationaliste équato-guinéenne, l'avènement de l'indépendance va s'accompagner de conditions de vie désastreuses pour la vaste majorité des citoyens équato-guinéens. En effet, le premier président élu par le peuple, Francisco Macías Nguema, s'est avéré être un dictateur totalitaire faisant régner la terreur sur son pays jusqu'en 1979. Mettant brusquement fin à ce régime, le propre neveu de Macías Nguema, Teodoro Obiang Nguema, renversa finalement le président par un coup d'État se soldant par la capture, le jugement et l'exécution de son oncle (photographie de l'interrogation de Macías après sa capture en Annexe 3)². Depuis 1979 et jusqu'à nos jours, la Guinée Équatoriale est ainsi toujours dirigée par Obiang, nouveau Président de la République mais aussi nouveau dictateur en Guinée Équatoriale (voir photographie du président Obiang Nguema en Annexe 4).

Problématique : La Guinée Équatoriale, une dictature oubliée ?

En 2010, avec 650 700 habitants, la Guinée Équatoriale était classée au 51^{ème} rang des pays d'Afrique, sur 54 États souverains³. De par sa faible population et une superficie modeste en comparaison avec la plupart des pays d'Afrique, il est évident que le pays ne suscite que peu d'intérêt au niveau international. Dirigé par un dictateur dès sa première année d'indépendance, le pays a subit, entre autres, de fortes restrictions au niveau des droits de l'homme, du système éducatif, de la liberté de pratiquer les cultes religieux. Ces limitations ont grandement contribué à isoler le pays au niveau international. Par ailleurs, cause et conséquence des dictatures qui s'y sont

² CADEN Cynthia, *Guinea Ecuatorial, El Auschwitz de África*, Collection *El Terror Rojo*, [en ligne], 2010, Disponible sur : [Guinea Ecuatorial, El Auschwitz de África](#) (8 juin 2013), p.27.

³ Organisation des Nations-Unis, *Demographic Yearbook—Table 3: Population by sex, rate of population increase, surface area and density ...op.cit.*

succédées, l'isolement économique et politique ne facilite pas une exposition au niveau mondial.

À l'image de cet éloignement progressif initié par la politique de la peur implémentée par Macías, force est de constater que même l'Espagne semble avoir voulu couper les liens avec la Guinée Équatoriale. Selon Severo-Matías Moto, président du « Partido del Progreso y Gobierno en el exilio de Guinea Ecuatorial », son pays était plus connu et plus apprécié par l'Espagne à l'époque de Francisco Franco qu'après l'obtention pacifique de son indépendance :

« Hasta con Franco, Guinea Ecuatorial, entonces “La Guinea Española”, era, en España, más conocida, más cercana y más considerada por los españoles [...] El Generalísimo Franco, a decir de muy expertos y conspicuos conocedores españoles del tema, guardaba un especial cuidado, cariño y protección hacia “La Guinea Española”: “España tardará mucho en devolver a Guinea Ecuatorial la deuda que le debe por su ayuda económica (café, cacao, agricultura, en general y materias primas) en la post-guerra civil española»⁴.

Contemporaine d'autres dictatures bien plus connues, telles que la dictature Franquiste (1939-1977), la dictature de Macías ne devrait pourtant pas, au vue des exactions perpétrées par celui-ci, rester dans l'oubli. En effet, bâillonnée ou en exil, une population entière continue de souffrir : aujourd'hui encore, la dictature Nguemiste d'Obiang ne fait que prolonger ce qu'avait initié son oncle, Macías Nguema.

Ainsi, le régime totalitaire de Macías Nguema et les exactions commises par son régime seront décrites et étudiées au cours de cette étude. Cependant, de par le contrôle des sources d'information qui peut être attendu d'une dictature, je souhaite aborder le sujet non seulement grâce aux sources officielles, par exemple les sources des affaires diplomatiques, mais aussi grâce aux ouvrages d'auteurs extérieurs qui apportent des témoignages sur la situation réelle de l'époque en Guinée Équatoriale. Dans ce cadre, on peut trouver de nombreux ouvrages, notamment ceux écrits par l'africaniste Max Liniger-Goumaz, auquel je vais consacrer une bonne partie de l'historiographie.

⁴ MOTO Severo-Matías, *Guinea Ecuatorial : La Historia de lo posible*, El Confidencial de Guinea Ecuatorial [en ligne], 2011, Disponible sur : [Un Fiasco, un fallo, un error, una gran mentira...](#) (10 mai 2013).

I. Historiographie

1. Un pays et une période peu étudiés

La Guinée Équatoriale est le seul pays hispanophone du continent africain, ce qu'il doit à son passé de colonie espagnole. À ce titre, il est d'ailleurs possible de trouver un certain nombre d'ouvrages qui traitent de ce pays, à l'époque de son rattachement à l'Espagne. Après l'acquisition de son indépendance, le 12 octobre 1968, la Guinée Équatoriale fut soumise à une dictature sanguinaire établie dès le début de l'ère postcoloniale. Cette situation fut et reste toujours une contradiction par rapport aux espoirs des Équato-guinéens de voir leur pays libéré du colonialisme espagnol. L'accès à la présidence d'un Équato-guinéen, Francisco Macías Nguema et l'acquisition du nouveau statut de République de la Guinée Équatoriale vont tourner le pays vers une dictature fortement répressive, au même titre que celles d'Idi Amin en Ouganda et de Jean-Bédel Bokassa en Afrique Centrale, d'autres dictatures contemporaines sur le continent africain dans les années 1960 et 1970⁵.

1.1. Absence de documents au niveau nationale en Guinée Équatoriale

Que peut-on faire dans un pays où le système éducatif entier a été décapité ?⁶ Que peut-on faire d'un pays avec autant de limitations des libertés et sans aucune aide de la part du gouvernement ? Avant 1968, les habitants de ce pays partageaient l'espoir de devenir une nation indépendante et pensaient pouvoir ainsi décider de leur propre destin. Ils firent confiance à leur nouveau chef d'État mais reçurent en retour la peur, la terreur, les humiliations, la mort, des jugements sans justice et la destruction du système éducatif. Malheureusement face à ces injustices et aux limitations qui lui sont imposées, le peuple équato-guinéen ne semble jamais avoir eu la chance d'organiser sa rébellion contre le pouvoir. Durant la dictature de Nguema, étudier était presque interdit et mentionner le mot « intellectuel » pouvait causer une exécution immédiate. À cette époque en Guinée Équatoriale, il était donc plus prudent de ne pas être trop courageux et de passer inaperçu. Comme l'explique Liniger-Goumaz, « chacun est de plus en plus préoccupé par sa seule survie, au

⁵ DECALO Samuel, *Psychoses of power, African Personal Dictatorships*, CO, USA, Westview Press Boulder, 1989, p. ix

⁶ LINIGER-GOUMAZ Max, *ONU & Dictatures. De la démocratie et des droits de l'homme*, Paris, L'Harmattan, 1984, p.97

jour le jour »⁷.

1.2. Approche biographique sur Francisco Macías Nguema

Au cours de mes recherches pour ce mémoire, j'ai pu retracer succinctement le parcours de Macías. Les Équato-guinéens ont souffert sous ce dictateur pendant onze ans, l'une des pires périodes pour le pays, en particulier par rapport aux assassinats et tortures dont ils furent victimes. On estime d'ailleurs qu'un tiers de la population a été soit exterminée par le régime ou s'est exilée durant le terme de sa présidence⁸.

Francisco Macías Nguema est né le 1^{er} janvier 1924 à Oyem dans la province du Woleu Ntem au Gabon. Son père, un Fang du clan des Esengui (traduit par « Père du Gorille »), était assimilé à un magicien au sein de sa communauté. Ainsi, Macías Nguema est un membre de l'ethnie Fang, ce qui aura des conséquences directes sur sa politique de terreur, en particulier au regard des exactions commises sur les membres d'autres ethnies.

Max Liniger-Goumaz, auteur de nombreux ouvrages sur la Guinée Équatoriale décrit les différentes ethnies peuplant le pays dans son dictionnaire : *La Guinée Équatoriale un pays méconnu*. Au sujet des Fangs, il donne ainsi des informations sur leurs coutumes, leurs croyances, leurs lieux de vie, ainsi que les principales différences entre clans ou avec les autres ethnies. Les Fangs, aussi appelés Pahouin, Pangwe, Pamue, se sont installés dans une zone qui s'étend du Cameroun méridional au Gabon septentrional et oriental vers le XIII^{ème} siècle. Cette population occupe aujourd'hui la majeure partie du Río Muni, la partie continentale de la Guinée Équatoriale, aussi appelée Mbini en fang. Le peuple Fang est organisé en clans exogamiques patrilineaires et en familles polygyniques. Ils pratiquent le culte des ancêtres et leur art se rattache intimement aux croyances magiques⁹. Dans ce contexte, peut-être que les racines Fang de Macías, qui mettent l'accent sur la domination de la figure paternelle, permettent de mieux comprendre son attitude au pouvoir. Par exemple, Samuel Decalo nous indique dans son ouvrage *African Personal Dictatorship* que Macías Nguema était infertile et ne pouvait donc pas procréer¹⁰. Pour le grand leader Fang que devait penser être Macías, cette caractéristique était sans nul doute source de frustration. En effet, en tant que président dans un pays à majorité Fang il représentait assurément une sorte de chef de clan suprême, une figure postée en haut de la pyramide sociale Fang. Pour Macías, cette incapacité

⁷ LINIGER-GOUMAZ Max, *La Guinée Équatoriale Convoitée et Opprimée. Aide-mémoire d'une démocratie 1968-2005*, Paris, L'Harmattan, 2005, p.17

⁸ CADEN Cynthia, *Guinea Ecuatorial, El Auschwitz de África...op.cit.*, p.4.

⁹ LINIGER-GOUMAZ Max, *La Guinée Équatoriale un pays méconnu*, Paris, L'Harmattan, 1979, p.199.

¹⁰ DECALO Samuel, *Psychoses of power : African Personal Dictatorships...op.cit.*, p.49-50.

à procréer était perçue comme une faiblesse dans cette société patrilinéaire, assimilée à une inhabilité à diriger une famille, et par extension une incapacité certaine à gouverner et diriger le pays. Certainement, pour Macías, l'affirmation d'une autorité forte en tant que chef d'État lui servit, entre autres, à réfuter l'image de faiblesse qu'aurait pu lui conférer son infertilité.

Tout d'abord propriétaire terrien, Macías accéda au poste de maire dans la ville de Mongomo de 1960 jusqu'à 1964¹¹. À ce poste, il put exprimer une volonté d'améliorer son pays et la vie de ses habitants en maintenant une attitude anticolonialiste, anti-impérialiste et avant tout anti-hispanique. Toutefois, suite à son accession à la présidence équato-guinéenne, il suivit le chemin contraire de celui attendu par ses concitoyens en accumulant une fortune personnelle au dépend de son peuple, en abolissant un grand nombre de droits civils et en soumettant ses concitoyens à de nombreuses souffrances, tortures, assassinats et massacres qui caractériseront sa dictature de terreur.

Entre 1968 et 1979, Macías se fait appelé le « libérateur du peuple nationaliste de Guinée Équatoriale »¹². Il lance un projet de catéchisme marxisant, créant plus de 150 postes de cadres marxistes au sein de son parti unique, le *Partido Unico Nacional de Trabajadores* mieux connu par ses initiales, le PUNT. Modifiant les jeunes lois républicaines équato-guinéennes, il se nomme « Président à vie » en 1974. Les Équato-guinéens vont finalement souffrir sous l'emprise de ce dictateur pendant onze ans, l'une des pires périodes pour le pays, en particulier par rapport aux exactions dont ils furent victimes. Ainsi, Liniger-Goumaz écrit : « en Afrique postcoloniale l'injustice et les pratiques arbitraires se sont muées en règles contre les droits de l'homme, tant dans leur acception traditionnelle que dans leur conception universelle. Les guerres multiples, les millions de morts, de réfugiés, des personnes déplacées, et/ou affamés, les assassinats en masse, les mutilations, séquestres, travaux forcés, abus sexuels, nettoyages ethniques, sont parmi les conséquences de ce ratage. Tout cela dans un quasi-silence des gouvernements du Nord ». Selon Liniger-Goumaz ce président a suivi le terrible modèle des « monstres du Nord », c'est-à-dire « Adolf Hitler, Napoléon, Léopold II, ou Francisco Franco ; sans oublier ceux qui ont marqué le marxisme-léninisme »¹³.

L'actuel président de la République de Guinée Équatoriale, Teodoro Obiang Nguema, alors chargé de diriger le Conseil Militaire Suprême, mit brusquement fin à la présidence de son oncle en 1979¹⁴. Propre neveu du président Francisco Macías Nguema, il le renversa par un coup d'État. En fuite, Macías fut rapidement capturé le 3 août 1979, puis jugé et exécuté après ce qu'Obiang

¹¹ LINIGER-GOUMAZ Max, *La Guinée Équatoriale un pays méconnu...op.cit.*, p.258.

¹² LINIGER-GOUMAZ Max, *À l'aune de la Guinée Équatoriale*, Genève, Suisse: Éditions du Temps, 2003, p.205.

¹³ LINIGER-GOUMAZ Max, *À l'aune de la Guinée Équatoriale ...op.cit.*, p.204.

¹⁴ *La Guinée équatoriale, opprimée et convoitée : aide-mémoire d'une démocratie, 1968-2005*, Paris, France: Éditions L'Harmattan, 2005, p.21.

Nguema baptisa le « coup de la Liberté »¹⁵. La France, l'Espagne et les États-Unis avaient été informés du coup d'État projeté par Obiang Nguema et espéraient un changement positif dans le pays. Malheureusement, ce coup s'est rapidement traduit par une autre dictature dirigée jusqu'à nos jours par Teodoro Obiang Nguema depuis son installation au pouvoir en 1979.

2. Max Liniger-Goumaz, l'africaniste, spécialiste de la Guinée Équatoriale

Max Liniger-Goumaz est né à Berne, en Suisse. Il est historien, économiste, sociologue, géographe et professeur à l'Université de Genève, où il se spécialise en études africaines, et est un des rares spécialistes de la Guinée Équatoriale. Il décrit dans ses ouvrages et articles la dure réalité de la vie dans ce pays. Pour beaucoup, la Guinée Équatoriale n'est rien de plus qu'un pays de taille très modeste. Pour les observateurs aguerris c'est un pays où la nature est riche, avec une biodiversité élevée et qui possède des ressources naturelles lui donnant un potentiel économique important. Liniger-Goumaz y demeure particulièrement attaché depuis son séjour à Malabo entre 1972 et 1974. À cette époque, il est nommé par l'Unesco pour diriger un institut pédagogique à Malabo, la capitale du pays. Liniger-Goumaz entreprit la création de cet institut avec pour objectif la formation de maîtres dans l'enseignement secondaire¹⁶. En 1974, après d'innombrables difficultés avec les autorités liées à son statut d'intellectuel et à ses activités éducatives en Guinée Équatoriale, il fut déclaré *persona non grata* pour « immixtion dans les affaires intérieures » par le dictateur Francisco Macías Nguema¹⁷.

Historien de la Guinée Équatoriale, Liniger-Goumaz a retracé dans de nombreux ouvrages l'évolution du pays depuis son statut de colonie espagnole jusqu'à nos jours, en passant par les différentes époques de son histoire postcoloniale. En particulier, il est témoin et contemporain de la période historique qui sera étudiée dans ce mémoire.

2.1. Les premières études

La plupart des ouvrages géopolitiques sur ce pays sont signés de l'auteur Max Liniger-Goumaz. Selon Djongele Bokoko Boko, les ouvrages de Liniger-Goumaz aident à faire connaître la douleur

¹⁵ LINIGER-GOUMAZ Max, *À l'aune de la Guinée Équatoriale...op.cit.*, p.16.

¹⁶ ENDERLIN Serge, *Max Liniger-Goumaz, mémoire vivante de la Guinée Équatorial*, Paradis fiscaux et judiciaires, [en ligne], 2004, Disponible sur : [TEMPS FORT : Max Liniger-Goumaz, mémoire vivante de la Guinée Équatoriale](#) (12 février 2013).

¹⁷ LINIGER-GOUMAZ Max, *ONU & Dictatures. De la démocratie et des droits de l'homme ...op.cit.*, p.97.

du peuple équato-guinéen en abordant des sujets comme les droits de l'homme, la société et la corruption tant politique qu'économique¹⁸. Témoin vivant, contemporain de la présidence de Francisco Macías Nguema, il nous aide à comprendre les événements pendant cette dictature en Guinée Équatoriale.

Au-delà des dénonciations sur la face politique de la Guinée Équatoriale, ses ouvrages et articles sont riches en informations diverses sur le pays. Dans ses premiers ouvrages sur le pays, Liniger-Goumaz décrit la vie en Guinée Équatoriale dès l'époque de la colonisation. Il y écrit sur la géographie, l'économie du pays et le système politique qui à ce moment-là n'était ni autonome ni indépendante. Par la suite, il y aura un changement marqué par rapport aux sujets abordés dans la même année et après le coup d'État de Macías Nguema. En effet, il choisit alors de décrire la dure réalité dans le pays, qui toucha de manière significative la population de Guinée Équatoriale.

Dans le livre, *La Guinée Équatoriale un pays méconnu*, il résume l'histoire complète du pays depuis la colonisation par les Portugais puis continue avec une chronologie sommaire jusqu'à la fin de la dictature de Francisco Macías Nguema en 1979¹⁹. Dans l'introduction de cet ouvrage il écrit sur la géographie du pays, ses régions, la démographie etc. Il énumère aussi les différentes tribus, notamment comment elles sont arrivées en Guinée Équatoriale et comment elles se sont développées à travers les siècles. L'auteur continue avec un glossaire d'une sélection de noms propres et de noms communs de A à Z. Ce glossaire inclut les personnages historiques du pays, les différentes organisations présentes sur le territoire, les noms des villes et villages mais aussi des définitions de noms africains. Cet ouvrage ressemble à *Equatorial Guinea. An African Historical Dictionary*, un dictionnaire écrit par le même auteur, également en 1979²⁰.

2.2. Chronologie et évolution des thématiques abordées par Liniger-Goumaz

L'histoire de la Guinée Équatoriale est aujourd'hui mieux connue grâce aux africanistes tels que Max Liniger-Goumaz, que l'on peut vraisemblablement désigner comme l'historien et expert le plus prolifique ayant écrit sur l'histoire contemporaine de ce pays. Toujours actif, il est d'ailleurs régulièrement sollicité sur son expertise au niveau international et reste intéressé par la politique dictatoriale en vigueur en Guinée Équatoriale.

¹⁸ LINIGER-GOUMAZ Max, *La Guinée Équatoriale Convoitée et Opprimée. Aide-mémoire d'une démocratie 1968-2005...op.cit.*, p.10.

¹⁹ LINIGER-GOUMAZ Max, *La Guinée Équatoriale un pays méconnu...op.cit.*, 1979.

²⁰ LINIGER-GOUMAZ Max, *Historical dictionary of Equatorial Guinea*, African historical dictionaries, Vol. 21, Metuchen, NJ, USA, Scarecrow Press, 1979.

En 1982, seulement trois ans après le coup d'État orchestré par Obiang Nguema et qui fit chuter l'ancien président Macías Nguema, il publie un ouvrage de trois chapitres intitulé *Guinée Équatoriale : de la dictature des colons à la dictature des colonels*. Ce livre commence par un chapitre tourné vers l'histoire coloniale du pays, qui s'amorça suite aux premiers contacts avec les Portugais. Il décrit ensuite la première colonisation espagnole, le passage du pays sous contrôle britannique, le retour à l'Espagne et enfin l'émancipation définitive du peuple équato-guinéen des colonisateurs européens, grâce à l'accès à l'indépendance en 1968. Ensuite, dans le deuxième chapitre, l'auteur parle des ressources économiques de la Guinée Équatoriale, ainsi que des contextes physiques, géographiques et humains qui caractérisent le pays. Dans le dernier chapitre, le livre présente une analyse de la première année au pouvoir du président Macías Nguema ainsi qu'une description de son rôle lors des campagnes pro-indépendance qui précédèrent son accession au plus haut poste de l'État. Dans le livre, Liniger-Goumaz fait également une comparaison des personnalités et styles politiques de Macías Nguema et de son neveu et actuel Président de la République de Guinée Équatoriale, Obiang Nguema. Il met fin à l'ouvrage en abordant quelques sujets touchant à la vie de la population équato-guinéenne depuis le coup d'État de 1979 jusqu'en 1982, date de parution de cet ouvrage²¹.

En 1983, en publiant l'ouvrage *De la Guinée Équatoriale Nguemiste. Éléments pour le dossier de l'Afro-Fascisme*, Liniger-Goumaz continue à développer les thématiques politiques en écrivant plus amplement sur les Nguemistes. On y trouve quelques nouvelles photos de Macías Nguema et Teodoro Obiang Nguema, bien qu'un grand nombre sont reprises de son ouvrage *Guinée Équatoriale : de la dictature des colons à la dictature des colonels* de 1982. *De la Guinée Équatoriale Nguemiste. Éléments pour le dossier de l'Afro-Fascisme* se distingue de son livre précédent par l'ajout de quelques chapitres sur la Constitution adoptée par Obiang Nguema, qui suit dans ses grandes lignes l'exemple de la Constitution de son oncle et prédécesseur au pouvoir présidentiel, Macías Nguema²². Nous pouvons déjà percevoir un élément récurrent des travaux de Liniger-Goumaz, qui consiste à se baser largement sur ses ouvrages antérieurs pour y ajouter de nouveaux chapitres contenant des informations additionnelles, ayant généralement trait aux derniers événements qui ont touché le pays, comme par exemple ce qui a été mentionné sur la Constitution équato-guinéenne.

En 1984, dans son ouvrage *L'ONU & Dictatures. De la démocratie et des droits de l'homme*,

²¹ LINIGER-GOUMAZ Max, *Guinée Équatoriale : de la dictature des Colons à la dictature de Colonels*, Genève, Les Éditions du Temps, 1982.

²² LINIGER-GOUMAZ Max, *De la Guinée Équatoriale Nguemiste. Éléments pour le dossier de l'Afro-Fascisme*, Genève, Les Éditions du Temps, 1983.

Liniger-Goumaz explique en plus grands détails ce qui définit et caractérise le Nguemisme. Selon lui, le Nguemisme, « se caractérise par le népotisme, le racisme, la terreur, la torture, les viols, les ‘suicides’, les incendies de villages, les rançons et la privatisation de la quasi-totalité des libertés fondamentales et des droits de l’homme, la manipulation du parlement et de la constitution »²³. La terminologie de Nguemisme provient de la seconde partie du nom de famille de Macías Nguema et de l’actuel président Obiang Nguema, qui n’est autre que le propre neveu par lien maternel du premier président, qu’il déposa et exécuta en 1979.

Quatre années après, en 1988, Liniger-Goumaz publie l’ouvrage *Brève Histoire de la Guinée Équatoriale*. Il y parle amplement de la colonisation espagnole, puis des différents mouvements politiques qui ont amené le pays à son autonomie. Il y fait également une description des tribus locales, comme les Annobons et les Bubis, et présente les nombreuses langues parlées dans le pays, locales ou issues des périodes de colonisation en Guinée Équatoriale et dans les pays limitrophes. Il décrit aussi les différentes régions du pays et inclut plusieurs cartes géographiques pour appuyer et illustrer les propos présentés dans l’ouvrage. Suivent une description des leaders au sein des partis politiques, de la terreur pendant la dictature de Macías Nguema, et des mouvements de réfugiés qui en sont par ailleurs une conséquence directe²⁴. Il faut noter que Liniger-Goumaz est critique dans ses ouvrages, notamment sur les sujets sensibles touchant à la dictature, au contraire des auteurs locaux qui furent, ou sont toujours sous l’emprise d’une dictature Nguemiste : passée sous Macías Nguema, ou présente sous Teodoro Obiang Nguema, l’actuel Président de la République de Guinée Équatoriale. En conséquence, l’ensemble de ces ouvrages représente des ressources importantes pour appréhender concrètement les événements vécus pendant les dictatures Nguemistes.

En 1992, il publie l’ouvrage *La Démocrature. Dictature camouflée, Démocratie truquée*. En tant que spécialiste du sujet, il y écrit sur le phénomène des dictatures en place dans des pays où le système se veut ou se revendique comme démocratique, comme c’est par exemple le cas en Guinée Équatoriale. Dans cet ouvrage, Liniger-Goumaz se base notamment sur la Déclaration Universelle des Droits de l’Homme comme point de référence pour décrire ces « démocraties ». En effet, celle-ci n’est souvent ni respectée ni appliquée dans les pays qui font l’objet de cet ouvrage, dont un bon nombre font partie du continent africain. Cette référence permet d’identifier et de catégoriser les régimes totalitaires de ces dictateurs qui ne respectent pas la démocratie.

Plusieurs années plus tard, en 2003, on retrouve une nouvelle publication de Liniger-Goumaz intitulée *À l’aune de la Guinée Équatoriale*, où il peint dans les premières pages du livre un bref

²³ LINIGER-GOUMAZ Max, *ONU & Dictatures. De la démocratie et des droits de l’homme ...op.cit.*, p.60.

²⁴ LINIGER-GOUMAZ Max, *Brève Histoire de la Guinée Équatoriale*, Paris, L’Harmattan, 1988.

recueil de la Guinée Équatoriale postcoloniale. Il y présente des cartes politiques du fleuve Muni, des îles de Bioko et d'Annobón. Toujours dans cet ouvrage, il nous parle de népotisme, de la famille de Macías Nguema et de son emprise sur différentes branches du pouvoir, mais aussi de la violation des droits humains par le régime et de climat de terreur qui sévit dans le pays²⁵.

Un des plus récents ouvrages, *La Guinée Équatoriale Convoitée et Opprimée*, fut publié en 2005. Une carte de la Guinée Équatoriale indiquant la localisation de l'île de Fernando Poo nous intéresse tout particulièrement. En effet, dans ce livre, Liniger-Goumaz décrit les tortures infligées dans la prison de *Playa Negra* (aussi appelée Blackbeach ou Blabich), située sur cette île. Dans le cadre de ce rapport, c'est donc un lieu très important car il est directement associé au sujet des exécutions sommaires, que nous développerons dans le chapitre dédié à l'étude de cas. Ainsi, cette prison fut le théâtre de nombreux abus de Macías Nguema. Y furent notamment incarcérés, torturés puis assassinés des ministres, des conseillers et membres du gouvernement, des membres de l'opposition et de nombreux autres citoyens²⁶.

3. Autres perspectives sur la Guinée Équatoriale de Macías

3.1. Alerta Internacional

Alerta Internacional (ou Alerta 360 Internacional) est une organisation humanitaire cherchant à dénoncer les crimes contre l'humanité, la corruption, la discrimination et la violation des droits de l'homme commis par les États fortement répressifs. Elle part du principe que les auteurs de ces actes, protégés par le pouvoir par la désinformation, doivent être confondus par le rétablissement de la vérité et la dénonciation de leurs actes. Alerta Internacional s'unit aussi à la lutte contre la faim, la pauvreté, les épidémies, le racisme et le trafic humain, la torture, les assassinats et tout type de crime perpétré à grande échelle²⁷.

Dans ses éditions « El Terror Rojo », Alerta Internacional choisit de dénoncer en particulier les crimes commis par le socialisme et le communisme, avec pour objectif principal le rétablissement de la justice et la prévention de nouveaux crimes. Appuyé par un travail d'investigation, chacun des 50 volumes de cette collection décrit les actions néfastes du régime dans un pays dirigé par un gouvernement socialiste ou communiste. C'est dans ce contexte que nous

²⁵ LINIGER-GOUMAZ Max, *À l'aune de la Guinée Équatoriale...op.cit.*

²⁶ LINIGER-GOUMAZ Max, *La Guinée Équatoriale Convoitée et Opprimée...op.cit.*

²⁷ Alerta 360 Internacional, *Luchando contra la desinformación : Acerca del AI* [en ligne], 2011, Disponible sur : [Alerta 360 Internacional](#) (15 mai 2013).

avons utilisé le rapport de Cynthia Caden, intitulé *Guinea Ecuatorial, El Auschwitz de África* et publié en 2010, troisième volume de la collection « El Terror Rojo », s’attachant à dénoncer les exactions commises par Macías Nguema en Guinée Equatoriale.

3.2. Frente Anti Macías

Selon ce groupe, le rapport était tout d’abord destiné aux pays progressistes qui continuaient à soutenir la politique « Macista ». Le « Frente Anti Macías » (FAM) déclare vouloir la libération du peuple équato-guinéen, injustement exploité par Macías. Il espère entre autres promouvoir le développement économique du pays et soutenir la création d’hôpitaux, d’écoles et d’universités offrant une éducation gratuite. Nous avons ainsi utilisé un rapport de 1974 rédigé par le FAM. Ce document, en plus d’apporter d’importantes références historiques et chronologiques, contient des listes contenant les noms de victimes assassinées par le régime.

II. Sources et bibliographie

La majorité des ouvrages présentés dans la bibliographie de ce mémoire ont été écrits par Max Liniger-Goumaz car cet auteur très prolifique a rédigé de nombreux livres sur la Guinée Équatoriale de l'époque coloniale jusqu'à nos jours. D'autres ouvrages d'africanistes y apparaissent également et fournissent des sources d'opinion et d'information diverses. Il est à noter que parmi les sources et la bibliographie référencées dans l'ensemble de ces ouvrages, on ne trouve pas de mention du Centre des Archives Diplomatiques de Nantes (CADN). Liniger-Goumaz fait cependant mention de sources provenant des Archives du Palais Royal de Bruxelles et présente diverses références provenant de la presse française.

Pour compléter nos recherches sur la dictature de Macías Nguema vue par la diplomatie française, il fut donc nécessaire de consulter le Centre des Archives Diplomatiques de Nantes. Les documents du CADN nous ont permis de placer nos recherches dans le contexte diplomatique qui, parfois, offre aussi des témoignages importants sur les événements grâce à une présence directe sur le terrain. Accessoirement, les articles de presse qui s'y trouvent, sélectionnés par les sources diplomatiques, permettent d'acquérir des informations additionnelles sur les événements en Guinée Équatoriale vue par les diplomates et la presse internationale, telle que *Le Monde*, *Le Figaro* ou *Marchés Tropicaux*. En effet, il n'y avait pas de liberté de la presse au temps de Macías et la presse internationale n'y étant pas autorisée, les ambassadeurs se faisaient envoyer les articles de journaux concernant la Guinée Équatoriale²⁸.

1. Présentation des sources

Les sources utilisées pour ce mémoire proviennent principalement des archives des Fonds Malabo de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, qui se trouvent au Centre des Archives diplomatiques de Nantes. S'y trouvent des milliers de documents émis par les ambassades, légations ou consulats français dans tous les pays où la France fut ou est toujours officiellement représentée. Nous y avons effectué des recherches de courriers, lettres, télégrammes et rapports afin d'une part

²⁸ CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°7, rapport confidentiel, "Mon Ambassade en Guinée Équatoriale", n°55, de Jacques Fournier, ambassadeur de France à Malabo au Ministre des Affaires Étrangères, Malabo, 7 mars 1978, p.9.

d'en apprendre plus sur les thèmes abordés dans ce mémoire mais aussi afin d'appréhender la vision particulière des ambassadeurs sur la situation politique équato-guinéenne et la vision de la presse française sur la Guinée Équatoriale de 1968 jusqu'au 1979, années de pouvoir de Macías Nguema.

Parmi les sources importantes figure le rapport du Frente Anti Macías. En particulier, nous en avons extrait des informations sur le PUNT et le cabinet de Macías, ainsi qu'une liste de victime du gouvernement de Macías.

Une autre source importante d'information fut le rapport de Cynthia Caden sur la Guinée Équatoriale, intitulé *Guinea Ecuatorial, El Auschwitz de África* et publié en 2010 par le groupe Alerta International (AI) dans le cadre de sa collection d'ouvrages dénonçant la désinformation et les crimes commis sous le socialisme-communisme, « El Terror Rojo ». Nous en avons utilisé des informations qui couvrent la période pendant laquelle Macías fut au pouvoir, depuis son élection jusqu'à son exécution. S'y trouvent de nombreuses informations sur les assassinats, tortures, et exils qui justifieraient le titre d'Auschwitz de l'Afrique à la Guinée Équatoriale de Macías.

1.1. Archives

Centre des Archives Diplomatiques de Nantes (CADN) :

Archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale à Malabo de 1966 à 1983.

Fonds Malabo : 52 articles, 400PO/1

- Carton 2 : Défense nationale, religion, ethnies, éducation et culture, (1972 à 1983).
- Carton 4 : Chiffres de production de produits agricoles, de bois et d'électricité, (1974 à 1981).
- Carton 6 : Bulletins et discours officiels, presse française et internationale, (1969 à 1983).
- Carton 7 : Rapport de fin de mission de l'ambassadeur Jacques Fournier et rapports franco-guinéens, (1970 à 1983).
- Carton 17 : Documents d'ordre général, rapports avec les ONGs, (1970 à 1983).

1.2. Télégrammes

CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°2, télégramme n°3/DAM, *Le délégué apostolique en Guinée Équatoriale*, de Jacques Fournier, ambassadeur de France à Malabo au Ministre des Affaires Étrangères, Malabo, 3 janvier 1978, p.2-3.

CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°2, télégramme n°82, de Cornet, ambassadeur de France à Malabo à l'ambassade de France à Yaoundé, Malabo, 26 juin 1978.

CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°2, télégramme n°166, du service d'information et de presse de l'ambassade de France à Madrid, Madrid, 15 février 1979.

CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°17, télégramme n°106, *Amnesty International*, du Ministère des Affaires Étrangères à l'ambassadeur de France à Malabo, Paris, 26 février 1979.

CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°2, télégramme n°206/DAM3, *La situation ethnique en Guinée Équatoriale*, de la Direction des Affaires Africaines et Malgaches du Ministère des Affaires Étrangères, Paris, 9 mai 1980.

1.3. Rapports

AYINGONO Daniel Oyono, “El Baile de los Malditos”, Talleres del Seminario “La Libertad” Avda. de las Naciones Unidas, Bata, Río Muni, 1976.

FRENTE ANTI MACIAS, *Guinea Ecuatorial, una dictadura ocultada*, Informe FAM, Barcelona, n° 233049, Lliga dels Drets dels Pobles, 1977.

CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°7, rapport confidentiel, “Mon Ambassade en Guinée Équatoriale”, n°55, de Jacques Fournier, ambassadeur de France à Malabo au Ministre des Affaires Étrangères, Malabo, 7 mars 1978, 67 pages.

CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°2, Misioneros Claretianos, *Cien años de Evangelización en Guinea Ecuatorial (1883-1983)*, Editorial Claret S.A, Barcelona, 1983.

CADEN Cynthia, *Guinea Ecuatorial, El Auschwitz de África*, Collection *El Terror Rojo*, [en ligne], 2010, Disponible sur : [Guinea Ecuatorial, El Auschwitz de África](#) (8 juin 2013).

Organisation des Nations-Unis, *Demographic Yearbook—Table 3: Population by sex, rate of population increase, surface area and density* [en ligne], [Superficie et population mondiale](#) (15 mai 2013).

Organisation des Nations-Unis, *World Population prospects : the 2010 revision* [en ligne], [Population totale de la Guinée Équatoriale 1950-2010](#) (15 mai 2013).

1.4. Presse

CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°6, Ramonet Ignacio, "Guinée Équatoriale l'État des supplices", *Le Monde Diplomatique*, décembre 1978.

CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°6, Darbroz Noël, "Dix ans de terreur en Guinée Équatoriale", *La Croix*, 25 avril 1979.

CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°6, sans auteur, "125 000 personnes ont fui le régime", *Le Figaro*, 25 mai 1979.

CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°2, sans auteur, "Le catholicisme persécuté", *Marchés Tropicaux*, 25 mai 1979.

CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°6, Liniger-Goumaz Max, "Le tarif du président", *Le Monde*, 25 juin 1979.

1.5. Revues

Revista mensual gráfica, *La Guinea Ecuatorial*, octobre-novembre, n°1630, 1968.

CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°2, sans auteur, "Le catholicisme persécuté", *Marchés Tropicaux*, 25 mai 1979.

CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°6, sans auteur, "Les relations avec la France", *Marchés Tropicaux*, 8 juin 1979.

CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°6, "Treize ans d'indépendance... deux ans de liberté", *Jeune Afrique*, n°1084, 14 octobre 1981.

ENDERLIN Serge, "Max Liniger-Goumaz, mémoire vivante de la Guinée Équatorial", *Paradis fiscaux et judiciaires*, [en ligne], 2004, Disponible sur : [TEMPS FORT : Max Liniger-Goumaz, mémoire vivante de la Guinée Équatoriale](#) (12 février 2013).

MOTO Severo-Matías, "Guinea Ecuatorial : La Historia de lo posible", *El Confidencial de Guinea Ecuatorial* [en ligne], 2011, Disponible sur : [Un Fiasco, un fallo, un error, una gran mentira...](#) (10 mai 2013).

2. Références bibliographiques

FRANCE. MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, *Annuaire diplomatique et consulaire de la République Française*, Imprimerie Nationale, Paris, années 1968-1979.

LINIGER-GOUMAZ Max, *Historical dictionary of Equatorial Guinea*, African historical dictionaries, Vol. 21, Metuchen, NJ, USA: Scarecrow Press, 1979, 222 p.

LINIGER-GOUMAZ Max, *La Guinée Équatoriale, un pays méconnu*, Paris, France : L'Harmattan, 1979, 511p.

LINIGER-GOUMAZ Max, *Guinée équatoriale : de la dictature des colons à la dictature des*

colonels, Genève, Suisse: Éditions du Temps, 1982, 227 p.

LINIGER-GOUMAZ Max, *De la Guinée équatoriale nguemiste : éléments pour le dossier de l'afro-fascisme*, Genève, Suisse: Éditions du Temps, 1983. 264 p.

LINIGER-GOUMAZ Max, *ONU & Dictatures. De la démocratie et des droits de l'homme*, Paris, France : Éditions L'Harmattan, 1984, p. 58-164.

LINIGER-GOUMAZ Max, *Brève histoire de la Guinée Équatoriale*, Paris, France: Éditions L'Harmattan, 1988, 216 p.

DECALO Samuel, *Psychoses of power : African personal dictatorships*, CO, USA, Westview Press Boulder, 1989, p. ix, 31-76.

LINIGER-GOUMAZ Max, *Guinea Ecuatorial : La Democratura Nguemista Sin Cambios*, Madrid, Editorial Claves para el Futuro, 2000, 272 p.

FEGLEY Randall, "Equatorial Guinea An African Tragedy", dans *La democratura Nguemista sin cambios*, Max LINIGER-GOUMAZ, Madrid, Editorial Claves para el Futuro, 2000, p.5.

LINIGER-GOUMAZ Max, *À l'aune de la Guinée Équatoriale*, Suisse : Éditions du Temps, 2003, p. 14-208.

LINIGER-GOUMAZ Max, *La Guinée équatoriale, opprimée et convoitée : aide-mémoire d'une démocratie, 1968-2005*, Paris, France: Éditions L'Harmattan, 2005, p. 17-32.

III. Étude de cas : les violences contre le peuple équato-guinéen vues par les diplomates français

Ce mémoire s'intéresse à la vision des événements en Guinée Équatoriale par l'Ambassade de France à Malabo. Par exemple, une attention toute particulière est prêté aux échanges de télégrammes et lettres entre les ambassadeurs de France en Guinée Équatoriale de cette époque et le Ministère des Affaires Étrangères français. En dépit d'une certaine impartialité de par les auteurs de ces missives, il est souvent possible de déterminer ce qu'ils pensaient sur l'évolution difficile de la situation du pays, du moment de son indépendance jusqu'à la fin de la dictature de Macías Nguema. Pour compléter les informations provenant directement des ambassadeurs et autres officiels de l'administration française, une sélection d'articles de presse présents dans les archives des Fonds Malabo a été utilisée. Cette presse est à majorité française et permet d'utiliser des sources complémentaires plus critiques sur la situation postcoloniale du pays et les événements dramatiques qui ont eu lieu en Guinée Équatoriale, depuis son indépendance en 1968 jusqu'aux derniers jours du président Macías Nguema en 1979.

Pendant les onze années de dictature de Macías, entre 1968 et 1979, quatre ambassadeurs français se sont succédés à Malabo. Le Tableau 1 présente la liste des ambassadeurs avec leurs années de prise de fonction :

Ambassadeurs	Année de prise de fonction
Henri Bernard	1969
Didier Ragueneau	1972
Jacques Fournier	1976
Hubert Cornet	1978

Tableau 1, Ambassadeurs de France à Malabo, Guinée Équatoriale, de 1968 à 1979.²⁹

Sur l'ensemble des sources et plus particulièrement dans les documents officiels, il est possible de constater une grande prudence envers le dictateur que fut Macías Nguema, et ce à travers un manque de jugement critique sur le sens de ses actions. Par exemple, les télégrammes officiels des ambassadeurs se contentent souvent de rapporter les exactions commises par les hommes au service

²⁹ FRANCE. MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, *Annuaire diplomatique et consulaire de la République Française*, Imprimerie Nationale, Paris, années 1968-1979.

du gouvernement équato-guinéen sans donner de détail ou les raisons de ces actes. Même Liniger-Goumaz, un auteur pourtant prolifique sur le sujet de la Guinée Équatoriale, ne semble avoir commencé à écrire sur les thèmes de la dictature et des exactions en Guinée Équatoriale que depuis 1979, c'est-à-dire après la chute du président Macías.

Une exception importante au sein des sources officielles provient d'un rapport confidentiel de fin de mission de 67 pages écrit par l'ambassadeur Jacques Fournier et adressé au ministre français des Affaires Étrangères et Direction des Affaires Africaines et Malgaches, Monsieur Louis de Guiringaud (voir page introductrice du rapport en Annexe 5). M. Fournier y décrit en détail certains aspects de la dictature qui ne peuvent être élaborés dans d'autres documents, non tenus au secret. Il y dresse par exemple un portrait personnel de Macías Nguema et y mentionne la décadence du système gouvernemental équato-guinéen ou encore les relations officielles et officieuses entretenues par la Guinée Équatoriale avec des pays communistes. C'est aussi dans ce rapport que l'on apprend que Macías apprécie l'ambassadeur français et accepte des entrevues en tête-à-tête avec celui-ci car il parle l'espagnol, une caractéristique importante puisque le président, selon Fournier, était sans patience avec les interprètes³⁰.

Problématique : Comment Nguema a-t-il imposé son pouvoir par la force ?

Alors que Macías Nguema commença rapidement à abuser de son pouvoir en tant que chef d'État, il est difficile de savoir s'il avait planifié à l'avance une politique de pouvoir absolu sur le peuple équato-guinéen. Toujours est-il qu'il semblait n'avoir confiance qu'en lui-même, se donnant d'ailleurs lui-même le titre honorifique officiel de « Milagro Único »³¹. Il contrôla rapidement la Guinée Équatoriale d'une main de fer, utilisant principalement la violence pour dominer la population et l'opposition politique.

1. Arrivée au pouvoir et lutte contre les opposants politiques

Macías Nguema, le fils d'un médecin-sorcier, est arrivé au pouvoir par le biais de l'élection libre de 1968 marquant l'indépendance du pays. Cette élection fut acclamée par l'Espagne comme « un desarrollo pacífico, amistoso y constructivo »³², malgré les craintes de certains observateurs vis-à-vis de son inclination anti-hispanique. Ces peurs se concrétisèrent bientôt par la politique

³⁰ CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°7, rapport confidentiel, "Mon Ambassade en Guinée Équatoriale", n°55...opt.cit., p.62.

³¹ DECALO Samuel, *African Personal Dictatorships : Psychoses of Power...*op.cit., p.53.

³² CADEN Cynthia, *Guinea Ecuatorial, El Auschwitz de África...*op.cit., p.6.

oppressive sévère de Macías, un véritable cauchemar pour beaucoup d'Équato-guinéens et une situation politique difficile à accepter et à gérer pour les Espagnols. Après 190 ans en tant que colonie espagnole, la Guinée Équatoriale connut des changements drastiques sous l'impulsion de Macías Nguema, tant politiques, structurels qu'au niveau des pressions physiques et psychologiques sur l'ensemble de la population. Macías se rapprocha peu à peu des nations communistes sous l'impulsion de sentiments « anti-impérialistes » communs. Ses idéaux politiques flous³³, malgré certaines déclarations contraires, semblèrent le rapprocher du communisme en particulier sur sa manière de gouverner le pays d'une main de fer³⁴. Sur plusieurs plans, il reçut d'ailleurs de l'aide de l'Union Soviétique, de la Corée du Nord, de la Chine, de la RDA et de Cuba³⁵. C'est sûrement dans cet esprit et en quête de ressources économiques que Macías, par convocation du Ministre du Travail, forçait des hommes et des femmes à travailler dans les champs à l'époque des récoltes sans rémunération³⁶. Toujours en quête d'argent et guidé par son animosité envers certaines puissances colonialistes et étrangères, sans penser aux conséquences de ses actes, il fait kidnapper sous divers prétextes les ressortissants de certains pays afin d'obtenir des rançons de leurs gouvernements³⁷.

1.1. L'élection de Macías

Lors des premières élections présidentielles de Guinée Équatoriale, qui ont été menées le 22 septembre 1968, quatre candidats se sont présentés. Le Tableau 2 indique l'inclination politique de chaque candidat, le symbole de chaque parti (utilisé principalement pour identifier le parti auprès des personnes qui ne pouvaient pas lire), ainsi que les résultats en nombre de voix dans la campagne électorale de la journée du 22 septembre 1968 :

Candidats	Orientation Politique	Symboles	Résultats
Anastasio Ndong	Proposé par les diplomates espagnols	La gazelle	18 223
Bonifacio Ondó	La droite	Le palmier	31 941
Edmundo Bosio Diocó	Candidat de l'ethnie Bubi	La cloche Bubi	4 795
Francisco Macías Nguema	La gauche - Candidat de l'ethnie Fang	Le coq	36 716

Tableau 2, Candidats à la Présidence de la Guinée Équatoriale, leurs symboles et leurs résultats en nombre de suffrages.³⁸

³³ CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°6, Ramonet Ignacio, "Guinée Équatoriale l'État des supplices", *Le Monde Diplomatique*, décembre 1978.

³⁴ CADEN Cynthia, *Guinea Ecuatorial, El Auschwitz de África...* op.cit., p.20.

³⁵ CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°7, rapport confidentiel, "Mon Ambassade en Guinée Équatoriale", n°55...op.cit., p.21-33.

³⁶ CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°7, rapport confidentiel, "Mon Ambassade en Guinée Équatoriale", n°55...op.cit., p.59.

³⁷ CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°6, Liniger-Goumaz Max, "Le tarif du président", *Le Monde*, 25 juin 1979.

³⁸ CADEN Cynthia, *Guinea Ecuatorial, El Auschwitz de África...* op.cit., p. 9-10.

Selon Caden, Macías ne partait pas favori dans la course électorale, car il avait une certaine image d'opportuniste et de nationaliste radical qui aurait pu ne pas plaire à la majorité. Lors de ces élections, 92 956 personnes ont voté. 1 281 voix furent déclarées nulles, 91 675 étant validées. Les deux candidats sortant en tête du premier tour furent séparés de seulement 4 775 voix, Macías ayant un léger avantage sur Ondó. Le deuxième tour départageant les deux premiers candidats eut lieu quatre jours après, le 29 septembre 1968. La tendance annoncée lors du premier tour se confirma assez nettement lors des résultats finaux, Macías gagnant avec 63 310 voix contre 40 254 pour Ondó³⁹. La Figure 1 reprend les résultats des deux tours pour les deux principaux candidats. Il est à noter que ces résultats furent considérés unanimement justes, au grand dam de l'Espagne qui souhaitait, à défaut de pouvoir faire élire leur candidats, voir le candidat de droite élu au deuxième tour.

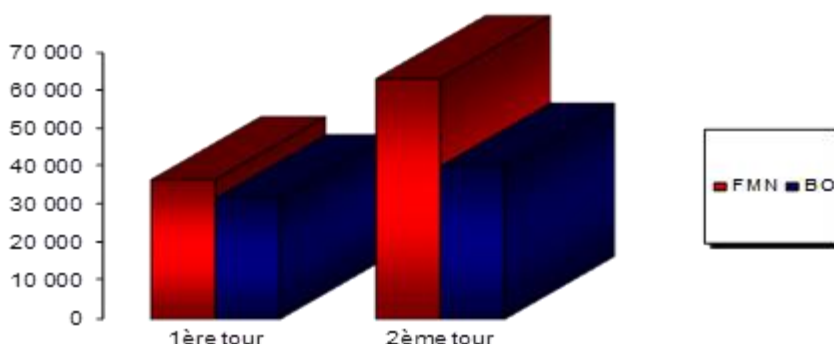


Figure 1, Nombre de voix en faveur de Francisco Macías Nguema (FMN) et de Bonifacio Ondó (BO) pour le premier et le second tour des élections présidentielles équato-guinéennes de 1968.

Finalement, le 3 octobre 1968, Francisco Macías Nguema prend officiellement ses fonctions de Président de la République de Guinée Équatoriale. Le mandat du président est de cinq ans et le vice-président, nommé par le président, doit appartenir à une province distincte de celle du président. Le Tableau 3 liste les ministres assignés aux différents ministères du premier cabinet constitué par

³⁹ CADEN Cynthia, *Guinea Ecuatorial, El Auschwitz de África...op.cit.*, p. 9-11.

Macías Nguema, le 9 octobre 1968 :

Ministère	Ministre
Présidence et Defense National	M. Francisco Macías Nguema
Viceprésidence et Commerce	M. Edmundo Bosío Dioco
Affaires Extérieures	M. Atanasio Ngongo Miyone
Affaires Intérieures	M. Angel Masie Ntutumu
Justice	M. Jesús Eworo Ndonga
Éducation	M. José Nsué Angue
Santé	M. Pedro Econg Andeme
Travaux Publics	M. Jesús Alfonso Oyono
Travail	M. Román Boricó Toichoa
Immobilier	M. Andrés Ikuga Ebombobombe
Industries et Mines	M. Ricardo Pelayo Erimola
Agriculture	M. Agustín Daniel Grange

Tableau 3, Premier gouvernement de la Guinée Équatoriale.⁴⁰

Le cabinet choisi par Macías laisse à penser qu'il fit preuve d'un sens de l'ouverture politique et ethnique. En effet, Macías choisit, par exemple, plusieurs ministres Bubi y compris son propre Vice-Président et Ministre du Commerce, M. Edmundo Bosío Dioco, qui fut aussi son opposant représentant l'ethnie Bubi dans la course présidentielle.

1.2. Le règne par la terreur politique

L'apparente entente politique sera de courte durée. Selon le rapport du FAM, M. Bosío Dioco fut assassiné par les militaires du PUNT (Parti National Unique des Travailleurs, créé en 1973 sous la présidence de Macías) sous les ordres de Macías. Celui-ci fit également tuer M. Bonifacio Ondó, candidat de la droite dans les mêmes élections et opposant direct au candidat Macías lors du second tour. De même, d'autres hommes politiques du pays ont été assassinés dans des circonstances similaires, souvent condamnés à partir de charges plus ou moins fictives de trahison⁴¹.

Le rapport du FAM *Guinea Ecuatorial, una dictadura oculta* publie une liste de 533 personnes assassinées par le gouvernement de Macías, incluant ministres, députés, maires, conseillers, délégués gouvernementaux, médecins, fonctionnaires, policiers, professeurs, militaires

⁴⁰ PEREZ DEL AMO, "Excmo. Sr. D. Francisco Macías Nguema, Primer Presidente de la República, una vida al servicio de su pueblo", dans *La Guinea Ecuatorial*, octobre-novembre, n°1630, 1968, p.14.

⁴¹ FRENTE ANTI MACIAS, *Guinea Ecuatorial, una dictadura oculta*, Informe FAM, Barcelona, n° 233049, Lliga dels Drets dels Pobles, 1977, p. 55.

de la garde nationale, chefs de villages, employés de l'administration civil, agriculteurs, commerçants, jeunes et enfants tués au nom de supposées fautes commises par leurs parents, épouses tuées au nom de supposées fautes commises par leurs maris ou leurs familles, ou encore gérants et employés d'entreprises espagnoles (liste de noms présentée en Annexe 6)⁴².

Au-delà des identités mêmes des gens assassinés, il est apparent sur cette liste que toutes ces personnes avaient des profils variés et que les véritables motifs d'arrestation et d'assassinats chez Macías semblent être nés d'un besoin d'inspirer la peur chez son peuple. Dans son rapport de fin de mission *Mon ambassade en Guinée Équatoriale*, l'ambassadeur Fournier indique d'ailleurs que Macías était colérique, méfiant et paranoïaque et qu'il cherchait par tous les moyens à conserver son pouvoir absolu⁴³. En rétrospective, son respect pour le processus démocratique et le bon déroulement des élections présidentielles de 1968, ainsi que l'apparente entente politique avec ses opposants au lendemain de son investiture à la Présidence de la République, semblent avoir été une façade. Son accession au pouvoir et son obsession pour le conserver ont peut-être aussi participé à une accélération de la spirale des exactions ordonnées par Macías. M. Fournier mentionne également dans son rapport que le comportement de Macías est peut-être le résultat partiel de l'incompatibilité de sa vision de chef de clan Fang avec le modèle démocratique perçu en occident⁴⁴.

Des sources diverses ont rapporté les assassinats et tortures ordonnés par Macías. Au contraire des exemples précédents, certains documents furent écrits par les sympathisants du régime ou par des membres de celui-ci, et relatent les exactions commises par le régime de manière positive et victorieuse, comme par exemple *El Baile de los Malditos* signé par un militant prorévolutionnaire, Daniel M. Oyono Ayingono. Ce rapport d'un membre du PUNT parle ainsi avec satisfaction de l'exécution de 114 détenus accusés d'une tentative de coup d'État le matin du 10 juin 1974⁴⁵. Ainsi, ceux qui sont accusés de suivre des idéaux antirévolutionnaires étaient considérés comme des opposants au régime (incluant aussi bien souvent les membres de leur famille et leurs amis) et doivent être traités selon le « plan de contrôle ». Selon la loi n° 1/72, de la Constitution de la Guinée Équatoriale, la punition était généralement l'emprisonnement à vie ou la peine de mort⁴⁶.

Ainsi, Macías a souvent contredit ses propres vœux d'amélioration par l'application de

⁴² FRENTE ANTI MACIAS, *Guinea Ecuatorial, una dictadura oculta...op.cit.*, p. 55-64.

⁴³ CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°7, rapport confidentiel, "Mon Ambassade en Guinée Équatoriale", n°55...opt.cit., p.62.

⁴⁴ CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°7, rapport confidentiel, "Mon Ambassade en Guinée Équatoriale", n°55...opt.cit., p.63.

⁴⁵ AYINGONO Daniel Oyono, "El Baile de los Malditos", Talleres del Seminario "La Libertad" Avda. de las Naciones Unidas, Bata, Río Muni, 1976, 66 p.

⁴⁶ CADEN Cynthia, *Guinea Ecuatorial, El Auschwitz de África...op.cit.*, p.4.

répressions et de violences, ce qui conduit peu à peu son peuple à la pauvreté et à la souffrance. Peu après son arrivée au pouvoir, Macías prit aussi un ensemble de décisions directement dommageable pour l'ensemble de la population, ainsi que pour l'économie du pays. Il interdit la pêche dans une nation où le poisson constitue une ressource essentielle et fit détruire l'industrie locale des plantations de cacao⁴⁷. Ces quelques décisions contre-productives illustrent parfaitement l'attitude irrationnelle du chef d'État. Il semblait pourtant vital, particulièrement après l'obtention de son indépendance et son éloignement du système économique colonial, que le peuple équato-guinéen dispose de ses richesses naturelles agricoles et piscicoles pour assouvir ses propres besoins de consommation ainsi que pour développer ses relations commerciales vers l'extérieur. Comme le signale M. Fournier, cela lui aurait permis, notamment, de générer une source économique stable pour le pays, qui lui fera d'ailleurs cruellement défaut par la suite⁴⁸.

2. Le système répressif

2.1. Origine et description des activités du PUNT

En 1969 le Conseil des ministres de Macías créa « la Jeunesse en Marche avec Macías » une organisation qui comprenait de jeunes garçons et filles qui recevaient une rapide formation paramilitaire⁴⁹. Toujours au début de sa présidence, en 1970, Macías crée le PUN (Parti National Unique), qui, comme son nom l'indique, s'accompagna d'une interdiction de tout autre parti. Le parti devait suivre un « plan de contrôle », qui consistait à localiser et exécuter les personnes identifiées comme étant en désaccord avec Macías, supposément d'orientation politique à droite et en faveur d'une politique colonialiste. La « Jeunesse en Marche avec Macías », ainsi que la police de sûreté, jouaient alors souvent le rôle de main armée du parti, perpétrant arrestations, tortures et exécutions⁵⁰. Le PUN deviendra le PUNT en 1973⁵¹ à la suite d'un voyage de Macías en République Populaire du Congo, alors motivé par la recherche d'un appui extérieur dans son conflit sur les frontières communes le séparant de la Guinée et le Gabon. « Le conflit Mbañe et Kiosi » fut ainsi nommé après la zone correspondant au point de rencontre des trois frontières. Selon le rapport fourni par le FAM, Macías Nguema ajouta la T de « travailleurs » au nom du parti afin d'entretenir l'image puissante d'une nation marxiste (et donc appuyée par l'Union Soviétique)

⁴⁷ CADEN Cynthia, *Guinea Ecuatorial, El Auschwitz de África...op.cit.*, p.6.

⁴⁸ CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°7, rapport confidentiel, « Mon Ambassade en Guinée Équatoriale », n°55...opt.cit., p.8.

⁴⁹ LINIGER-GOUMAZ Max, *La Guinée Équatoriale un pays méconnu...op.cit.*, p.121.

⁵⁰ LINIGER-GOUMAZ Max, *Brève histoire de la Guinée Équatoriale...op.cit.*, p.122.

⁵¹ LINIGER-GOUMAZ Max, *La Guinée Équatoriale un pays méconnu...op.cit.*, p.259.

face aux autres acteurs de ce conflit, le Président de la République Populaire du Congo, Marien Nguabi, et le Président de la République du Cameroun, Ahmadou Ahidjo⁵².

Macías utilisait souvent le supposé prestige que lui conférait cette association aux idées communistes pour poursuivre ses adversaires politiques en exil dans d'autres pays africains. Ainsi, dans les ambassades équato-guinéennes à l'étranger, le PUNT kidnappa puis exécuta de nombreux opposants. Jovino Edu Mbui, ex-officier de la Garde Nationale, le Dr. Watson Bueco, ex-ambassadeur de la Guinée Équatoriale au Cameroun, et Juan Mangue, étudiant kidnappé au sein de l'ambassade de la Guinée Équatoriale au Gabon, ont par exemple tous trois disparu de la même manière, ayant été enlevés par des véhicules portant l'inscription du Corps Diplomatique de la Guinée Équatoriale.⁵³

2.2. Teodoro Obiang Nguema : une ascension politique marquée par la violence

Né à Acoacán dans le district de Mongomo en Guinée Équatoriale, Obiang Nguema intègre les cadets de la garde territoriale en 1963, puis, la même année, il joint l'Académie générale militaire de Saragosse en Espagne où il se spécialisera particulièrement dans la conduite de véhicules militaires. En 1969, son oncle, Francisco Macías Nguema, est élu président de la République de Guinée Équatoriale. Celui-ci lui offre le poste de commandant de l'armée et des régions militaires de la capitale. L'année suivante, toujours grâce à l'appui son oncle, il est promu au ministère de la Défense en tant que directeur général de l'approvisionnement et de la planification. En 1975, il prend la tête des forces armées puis est nommé vice-ministre des Forces armées populaires en 1979. Peu après, il organise un coup d'État contre son oncle Macías Nguema et devient le président et dictateur actuel de la Guinée Équatoriale.

Ainsi, Obiang Nguema, au-delà de ses propres exactions comme chef d'État à partir de 1979, a également servi activement sous le gouvernement sanglant de son oncle et fut d'ailleurs acteur et complice de nombre de ses crimes⁵⁴. Le Ministre de l'Éducation José Nsué Angue et ses collaborateurs furent d'ailleurs arrêtés, puis assassinés par les forces armées de Obiang Nguema en 1976⁵⁵. De plus, Obiang fut particulièrement actif comme chef des forces armées : les prisons, et tout particulièrement celles de Bata et de Blackbeach, étaient remplies d'opposants arrêtés sous ses

⁵² FRENTE ANTI MACIAS, *Guinea Ecuatorial, una dictadura ocultada...op.cit.*, p.19.

⁵³ FRENTE ANTI MACIAS, *Guinea Ecuatorial, una dictadura ocultada...op.cit.*, p.20.

⁵⁴ CADEN Cynthia, *Guinea Ecuatorial, El Auschwitz de África...op.cit.*, p.8.

⁵⁵ LINIGER-GOUMAZ Max, *ONU & Dictatures. De la démocratie et des droits de l'homme...op.cit.*, p.97.

ordres et un grand nombre de tortures et d'exécutions sommaires y eurent lieu au service de son oncle. Fegley rapporte d'ailleurs :

« *In the early days of the regime, prisoners were shot, garroted or hanged. But later executions achieved a new cruelty. By 1978, the most common method of execution was the crushing of the skull with iron bars. [...] The executions which took place at Blackbeach were often observed by the three most important figures in Malabo : the Security Commandant Lt. Col. Teodoro Obiang Nguena M'ba N'Zogo, Macías' cousin Vice President Bonifacio Nguema Esono and the Bubi police chief Carmelo Bico* »⁵⁶.

Dans un rapport joint par le Ministère des Affaires Étrangères français à l'ambassadeur de France à Malabo, Amnesty International rapporte le témoignage d'un prisonnier de la prison de Blackbeach qui raconte avoir compté 157 exécutions dans la cour en face de sa cellule, entre 1971 et 1975. Le rapport explique aussi que les prisonniers étaient rangés en différentes brigades. La brigade A comprenait les opposants politiques, la brigade B les personnes considérées « menaçantes », bien que n'ayant pas commis de délit grave contre le régime. La brigade C regroupait les criminels de droit commun, qui étaient recrutés pour aider les gardes à maltraiter et à battre les prisonniers des brigades A et B⁵⁷.

3. Les cas des Bubis et des Clarétains

Macías Nguema s'est lui-même attribué le titre honorifique de « Gran Maestro de Educación Popular, Ciencia y Cultura Tradicional »⁵⁸. Au contraire de ce que peuvent laisser entendre ces qualificatifs presque paternels, Francisco Macías Nguema a ordonné l'expulsion, la torture ou la mise à mort de presque tous ceux qui s'opposèrent au maintien de son pouvoir. Sorti de l'ombre peu après l'indépendance de la Guinée Équatoriale, Macías a rapidement laissé sa marque dans l'histoire de son pays et de l'Afrique par une politique de l'horreur, maintenue pendant les onze ans de sa présidence. En 1968, cet homme auparavant méconnu sur la scène politique équato-guinéenne n'est pas parti favori dans la course aux premières élections présidentielles de la Guinée Équatoriale. Appartenant à l'ethnie majoritaire Fang, il s'imposa peu à peu pour gagner les élections⁵⁹. L'homme sembla un temps incarner l'indépendance équato-guinéenne par son courage et la terreur de ses messages anticolonialistes, alors synonymes de changement. Cependant, sa faim politique et ses sentiments anti-impérialistes se sont rapidement changés en haine et en une soif

⁵⁶ FEGLEY Randall, "Equatorial Guinea An African Tragedy", dans *La democracia Nguemista sin cambios*, Max LINIGER-GOUMAZ, Madrid, Editorial Claves para el Futuro, 2000, p.5.

⁵⁷ CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°17, télégramme n°106, *Amnesty International*, du Ministère des Affaires Étrangères à l'ambassadeur de France à Malabo, Paris, 26 février 1979.

⁵⁸ CADEN Cynthia, *Guinea Ecuatorial, El Auschwitz de África...op.cit.*, p.7.

⁵⁹ CADEN Cynthia, *Guinea Ecuatorial, El Auschwitz de África...op.cit.*, p.11.

démessurée de pouvoir, avec pour conséquence directe la souffrance de son peuple. Bien que partageant le même drapeau, la même langue, la même culture et les mêmes traditions, le président Macías a torturé et massacré son peuple, marquant physiquement les traces d'une terreur qui sera difficilement oubliée dans la mémoire collective équato-guinéenne.

Ces onze ans, de 1968 à 1979, définissent aujourd'hui les terribles débuts de l'indépendance de la Guinée Équatoriale. Cette histoire, plus qu'ailleurs, est marquée par les souffrances répétées d'un peuple qui fut tout d'abord prisonnier du système colonialiste espagnol avant d'être pris en otage par un dictateur. Sans scrupule, celui-ci profita de la confiance et des espoirs placés en lui par les Équato-guinéens qui l'ont élu, et qui lui prêtèrent sans doute des sentiments nationalistes et une empathie pour son peuple, qui s'avèrent être presque inexistants chez Macías Nguema.

Il est apparent que Macías tenta de condamner tout espoir de progrès en détruisant le système éducatif du pays. Les arrestations et exécutions de M. José Nsué Angue, Ministre de l'Éducation, et de ses collaborateurs en 1976 décapitèrent ainsi le système éducatif de manière plus que symbolique. Sentant son pouvoir menacé par l'éducation et les intellectuels, il déclara que « los intelectuales son el mayor problema que enfrenta África hoy » et finit tout simplement par interdire le mot « intellectuel » en Guinée Équatoriale. Selon l'ambassadeur de France Jacques Fournier, le régime de Macías s'est d'ailleurs caractérisé par l'abandon de certains services gouvernementaux et le dysfonctionnement des autres, à l'exception d'un système de police violent et fortement répressif⁶⁰. Discriminatoire, Macías n'eut pas de scrupules à faire preuve de népotisme et à privilégier son ethnie, les Fangs, au-dessus du reste de la population, leur offrant des postes dans son gouvernement et son administration.

3.1. Répression ethnique envers les Bubis

L'ancien nom de cette ethnie est bocho-bocho. Les Bubis constituent la majorité de la population autochtone sur l'île de Fernando Poo. Ils sont vraisemblablement arrivés par vagues successives en provenance des côtes du Cameroun jusqu'au XV^{ème} siècle. Morphologiquement, les Bubis sont assez proches des Fangs. Cependant, il est parfois possible d'identifier les Bubis grâce à leurs tatouages constituant des lignes horizontales sur le visage, absents chez les Fangs. À la différence des Fangs, ils sont monogames et matrilineaires⁶¹.

Cette ethnie éduquée, minoritaire en Guinée Équatoriale mais majoritaire sur Fernando Poo, a

⁶⁰ CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°7, rapport confidentiel, "Mon Ambassade en Guinée Équatoriale", n°55...opt.cit., p.9.

⁶¹ LINIGER-GOUMAZ Max, Vol. 21, *Historical dictionary of Equatorial Guinea...op.cit.*, p.85-88.

été fortement persécutée par le gouvernement de Macías. Les exactions commises sont en grande partie responsables de l'émigration massive de réfugiés Équato-guinéens d'origine Bubi vers l'Espagne et quelques pays d'Europe ainsi que vers les pays voisins du Cameroun et du Gabon. Selon Caden, Macías aurait eu des pratiques cannibales, et possédait manifestement une collection personnelle de crânes humains⁶². Il est difficile de comprendre les raisons pour lesquelles Macías persécutaient l'ethnie Bubi en particulier et avec autant de persévérance. Parmi les explications possibles, un télégramme de la Direction des Affaires Africaines et Malgaches du Ministère des Affaires Étrangères français fait mention que l'élite Bubi était soutenue par les espagnols et

« que la scission territoriale équato-guinéenne s'est avérée dommageable pour l'ethnie Bubi suspectée par Macié Nguema de vouloir constituer un État insulaire indépendant qui aurait bénéficié de l'appui de Madrid »⁶³.

Ainsi, Macías fit régulièrement tuer ses opposants politiques, les membres de son propre gouvernement lorsqu'il se sentait menacé ou contredit, ainsi que de nombreux civils, et ce, de toutes les ethnies. Les répressions touchaient cependant plus particulièrement les Bubis. Les exécutions sous le régime de Macías étaient tellement communes que ses forces militaires, ennuyées par les méthodes d'exécution, variaient régulièrement leurs techniques de tortures et d'assassinats⁶⁴. D'après *La Croix*, on estime que la population équato-guinéenne diminua de 1/3, plus de 150 000 personnes s'étant exilées, dont la majorité dans les pays voisins du Gabon et du Cameroun⁶⁵, et 80 000 personnes ayant été massacrées par le régime lui donnant le surnom d' « Auschwitz de l'Afrique »⁶⁶. Macías est d'ailleurs régulièrement cité comme l'un des pires dictateurs qu'ai connu l'Afrique moderne⁶⁷. La Figure 2 ci-dessous montre la réduction dramatique de population en Guinée Équatoriale sous Macías, et le retour de l'accroissement de population après la fin de sa présidence.

⁶² CADEN Cynthia, *Guinea Ecuatorial, El Auschwitz de África...op.cit.*, p.7.

⁶³ CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°2, télégramme n°206/DAM3, *La situation ethnique en Guinée Équatoriale*, de la Direction des Affaires Africaines et Malgaches du Ministère des Affaires Étrangères, Paris, 9 mai 1980, p.2.

⁶⁴ FEGLEY Randall, "Equatorial Guinea An African Tragedy"...*op.cit.*, p.5.

⁶⁵ CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°6, Darbroz Noël, "Dix ans de terreur en Guinée Équatoriale", *La Croix*, 25 avril 1979, p.8-9 ; CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°6, sans auteur, "125 000 personnes ont fui le régime", *Le Figaro*, 25 mai 1979.

⁶⁶ CADEN Cynthia, *Guinea Ecuatorial, El Auschwitz de África...op.cit.*, p.4.

⁶⁷ DECALO Samuel, *African Personal Dictatorships :Psychoses of Power...op.cit.*, p.ix.

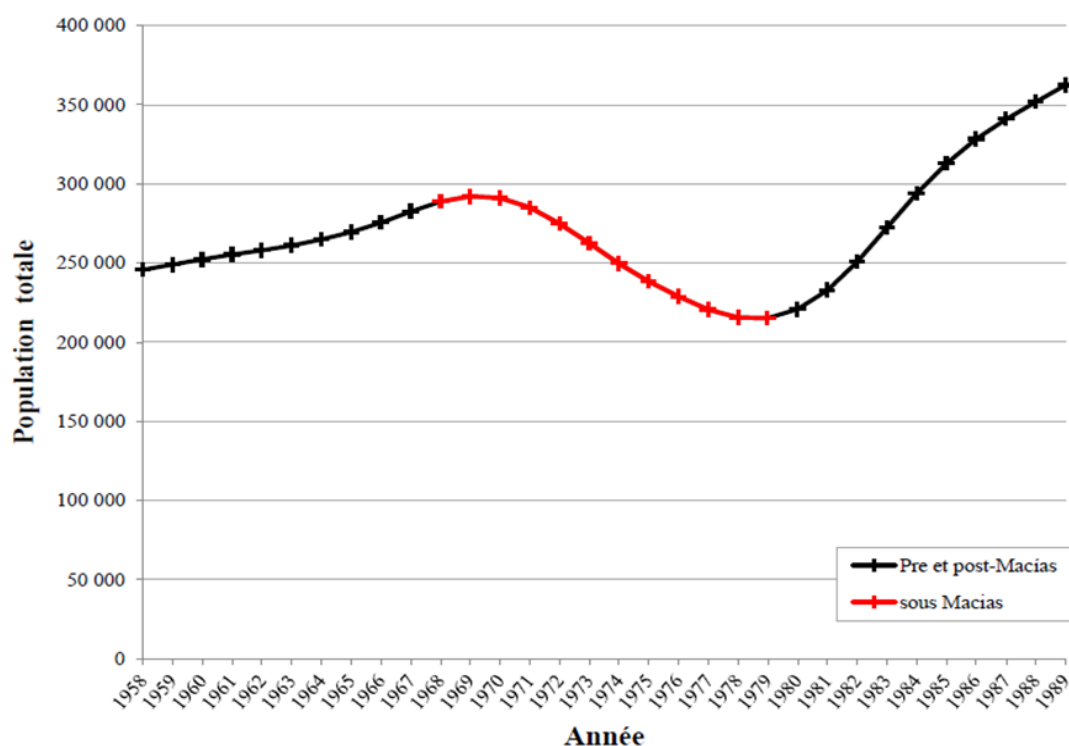


Figure 2, évolution de la population totale en Guinée Équatoriale entre 1958 et 1989. Données de l'Organisation de Nations-Unis.⁶⁸

3.2. Discriminations envers les missionnaires clarétains

La congrégation des missionnaires clarétains, « fils de l'immaculé cœur de Marie », fut fondée par Saint Antonio María Claret en 1860⁶⁹. Missionnaires évangélistes catholiques, les clarétains se sont installés à Cuba en 1880, en Guinée Équatoriale en 1883 (voir photographie de la première expédition en Annexe 7)⁷⁰, au Mexique, en 1884 jusqu'à étendre par la suite leur congrégation dans de nombreux pays de par le monde. En Guinée Équatoriale, les clarétains représentent donc depuis longtemps la religion catholique.

L'indépendance de la Guinée Équatoriale en 1968 a suscité un grand nombre de changements dans la vie sociale, politique et évidemment religieuse du pays. Dans la revue *Cien años de Evangelización (1883-1983) Misioneros Claretianos*, l'obtention de l'indépendance en Guinée

⁶⁸ Organisation des Nations-Unis, *World Population prospects : the 2010 revision* [en ligne], [Population totale de la Guinée Équatoriale 1950-2010](#) (15 mai 2013).

⁶⁹ CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°2, télégramme n°3/DAM, *Le délégué apostolique en Guinée Équatoriale*, de Jacques Fournier, ambassadeur de France à Malabo au Ministre des Affaires Étrangères, Malabo, 3 janvier 1978, p.2.

⁷⁰ CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°2, *Misioneros Claretianos, Cien años de Evangelización en Guinea Ecuatorial (1883-1983)*, Editorial Claret S.A, Barcelona, 1983.

Équatoriale est comparée par le mouvement catholique clarétain à un « combat de la foi »⁷¹. Alors que pendant sa campagne présidentielle le nouveau président, Macías Nguema, affichait son appartenance à la religion catholique dans une majorité catholique en Guinée Équatoriale, il est intéressant de constater que les missionnaires avaient déjà émis leurs inquiétudes sur de futurs conflits entre l'Église et le pouvoir. Il semble en effet que le candidat Macías avait démontré une attitude ambiguë envers les autorités ecclésiastiques autour de son élection présidentielle. En témoigne subtilement le passage d'une revue équato-guinéenne, *La Guinea Ecuatorial*, et je cite :

*« Mantuvo siempre relaciones cordiales y afectuosas con las autoridades eclesiásticas de Río Muni, relaciones que si en algún momento se vieron enturbiadas en los avatares de la campaña electoral, se reanudaron, aún con mayor intensidad, desde el momento de su elección a Presidente de la República, manifestando tanto al Sr. Obispo como al Sr. Vicario General, su disposición favorable de ayuda a la Iglesia. »*⁷².

Malgré ses déclarations pro-catholiques Macías fit fermer la plupart des missions, églises et écoles catholiques dans le pays⁷³. À l'image d'autres pratiques de glorification de sa personne, Macías faisait référence à lui-même par le terme : « Único Milagro de Dios », allant jusqu'à s'attribuer le titre honorifique officiel d'« Único Milagro ». Pourtant, immédiatement après les élections et l'indépendance, le peuple équato-guinéen avait de bonnes raisons d'espérer des progrès significatifs pour le pays, en particulier avec un Équato-guinéen tenant des discours plein de promesses, et qui les dirigeait désormais à la tête de l'État. Les premières déclarations de Francisco Macías Nguema en tant que président de la République se voulurent d'ailleurs plutôt positives et bien reçues, pleines d'espoir et de respect envers les nations souveraines, les religions en la diversité ethnique. Par exemple, en 1968, dans la revue équato-guinéenne *La Guinea Ecuatorial*, figure un message présidentiel élogieux envers la religion catholique :

« Somos un país de mayoría católica. Yo soy católico y casi todos los Ministros de mi Gobierno. No obstante, respetamos a otras confesiones religiosas. Desde el momento de nuestra independencia han existido buenas relaciones entre mi Gobierno y la Iglesia. Estoy seguro de que en el futuro estas relaciones se desarrollarán perfectamente en armonía. La Iglesia y el Estado son las dos máximas instituciones al servicio de la humanidad. La Iglesia tiene además el privilegio de relacionarnos con Dios y ante Dios hemos de someternos todos. La Iglesia promueve en todo el mundo la paz y la ayuda a los más necesitados. Su

⁷¹ CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°2, Misioneros Claretianos, *Cien años de Evangelización en Guinea Ecuatorial (1883-1983)*, Editorial Claret S.A, Barcelona, 1983, p.37.

⁷² PEREZ DEL AMO, "Excmo. Sr. D. Francisco Macías Nguema, Primer Presidente de la República, una vida al servicio de su pueblo" ...opt.cit., p.18.

⁷³ CADEN Cynthia, *Guinea Ecuatorial, El Auschwitz de África...op.cit.*, p.7.

labor será bien recibida entre nosotros. Desearía visitar algún día a S. Santidad Pablo VI para testimoniarle el afecto de una nación de mayoría católica en el corazón de África »⁷⁴.

Ainsi, à l'image de la majorité de la population de Guinée Équatoriale, il déclara être lui-même catholique, tout comme la plupart des membres de son cabinet. Le discours gratifiant et porteur d'espoir sous-entend d'ailleurs des relations futures privilégiées avec l'Église. Pourtant, les mots de Macías se virent maintes fois contredits par ses actes, comme l'illustrent par exemple les expulsions de membres du clergé et les fermetures et destructions d'écoles et de missions catholiques (photographie d'une église détruite sous le gouvernement de Macías en Annexe 8)⁷⁵. Ainsi, l'ambassadeur de France Jacques Fournier indique dans un télégramme de 1978 que le PUNT interdit en 1974 toutes réunions et assemblées religieuses sur le territoire nationale⁷⁶.

Nous pouvons par exemple citer le cas bien documenté de Monseigneur Francisco Gómez Marijuan (1906-1979), expulsé de Guinée Équatoriale en 1971 par Macías pour avoir défendu la liberté religieuse de ses diocésains (voir photographie en Annexe 9). Arrivé à Fernando Poo en 1931 en tant que missionnaire, directeur de la revue précédemment citée *La Guinea Ecuatorial*, Marijuan représentait une importante figure religieuse clarétaine en Guinée Équatoriale⁷⁷.

⁷⁴ PEREZ DEL AMO, "Excmo. Sr. D. Francisco Macías Nguema, Primer Presidente de la República, una vida al servicio de su pueblo" ...*op.cit.*, p.15-25.

⁷⁵ CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°2, télégramme n°82, de Cornet, ambassadeur de France à Malabo à l'ambassade de France à Yaoundé, Malabo, 26 juin 1978 ; CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°2, sans auteur, "Le catholicisme persécuté", *Marchés Tropicaux*, 25 mai 1979 ; CADEN Cynthia, *Guinea Ecuatorial, El Auschwitz de África*...*op.cit.*, p.20.

⁷⁶ CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°2, télégramme n°3/DAM, *Le délégué apostolique en Guinée Équatoriale*...*op.cit.*, p.3.

⁷⁷ CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°2, télégramme n°166, du service d'information et de presse de l'ambassade de France à Madrid, Madrid, 15 février 1979.

Conclusion

Pour les uns, la Guinée Équatoriale est juste un petit pays qui restera méconnu. Pour d'autres, les beaux paysages bercés d'un climat favorable, au cœur du golfe de Guinée et à l'ouest de l'Afrique centrale, pourrait susciter un intérêt mérité. Mais la beauté tropicale de ce pays cache une histoire lourde et l'existence de problèmes complexes que trop de personnes ignorent encore. En effet, lors de ce mémoire, nous avons retracé en partie les onze années de la politique de terreur infligée à son peuple par le président Macías Nguema en Guinée Équatoriale de 1968 à 1979. Il dirigea ainsi une des dictatures les plus répressives sur le continent africain.

Il est difficile de tirer des leçons de l'épisode Macías en Guinée Équatoriale. En effet, malheureuse colonie ayant subi la domination de plusieurs puissances européennes, « La Guinée Espagnole » semblait pourtant prendre le chemin d'une liberté et d'une indépendance méritées lors de ses premières élections présidentielles en 1968. Francisco Macías Nguema, élu par son peuple pour ses idées anticolonialistes synonymes de progrès pour tout un peuple, s'est finalement révélé être un dictateur paranoïaque, colérique et sans pitié. Ses promesses évanouies, il est aujourd'hui dur de répertorier exactement les exactions et violences commises par le gouvernement de Macías. Comme nous l'avons vu succinctement lors de cette étude, les massacres et assassinats en masse, la terreur perpétuelle, les familles en exil et le travail forcé font aujourd'hui partie de l'héritage qu'il a laissé à ses concitoyens.

Les témoignages des exilés et les articles de presse étrangère occasionnels ont permis d'ouvrir, même modestement, les yeux de la communauté internationale sur les atrocités commises par Macías. De même, les ouvrages de l'africaniste Liniger-Goumaz et les rapports de groupes tels que le Frente Anti Macías ou Alerta Internacional ont permis de dénoncer un certain nombre d'exactions perpétrées sous sa dictature. Le point de vue des ambassadeurs français en Guinée Équatoriale, notamment grâce la confiance que leur accordait Macías, est aussi une source d'information non négligeable sur le régime du premier président équato-guinéen. Des rapports tels que celui marquant la fin de mission de M. Jacques Fournier, 20 mois au poste d'ambassadeur de France à Malabo, ont non seulement permis de recevoir un acompte de faits historiques importants en Guinée Équatoriale, mais aussi de découvrir la vision particulière des ambassadeurs sur le pays et son dirigeant.

Le règne de Macías s'acheva finalement par sa mort en 1979, à la suite d'un coup d'État mené à bien par son propre neveu. Le peuple équato-guinéen crut enfin se débarrasser du joug des oppresseurs, mais ses mains sont bel et bien restées liées. Teodoro Obiang Nguema, nouveau chef d'État, lui-même l'un des bras droits de Macías lorsque ce dernier jouissait encore du pouvoir, s'est

révélé n'être en fait qu'une nouvelle force Nguemiste, habillé de sauveur et de « soldat de la paix et de la solidarité au peuple ».

Le chemin de la liberté et de la véritable démocratie en Guinée Équatoriale semble encore long, bien que nul ne sache encore pour combien de temps. La disparition des Nguemistes paraît cependant une condition obligatoire, même si Obiang Nguema semble avoir retenu qu'il se devait de ne pas reproduire certaines des erreurs commises par son prédécesseur. En effet, les exactions importantes et les choix sociopolitiques de Macías semblaient finalement le condamner à une démise certaine, notamment par l'affaiblissement croissant de l'économie du pays et par son inexorable isolement politique sur la scène locale, africaine et mondiale. La force économique équato-guinéenne, désormais maintenue par d'importantes ressources pétrolières, pourrait bien renforcer le pouvoir du clan Nguema qui la dirige, et ce, pour de nombreuses années à venir.

Une intervention de la communauté internationale, ou une révolte du peuple équato-guinéen, semblent désormais représenter les seuls vrais espoirs d'obtenir une liberté bien méritée en Guinée Équatoriale.

Annexes



Annexe 1. Photographie officielle de Francisco Macías Nguema prise en 1969, FRENTE ANTI MACIAS, *Guinea Ecuatorial, una dictadura ocultada...op.cit.*, p. 16.



Annexe 2. Cartes simplifiées de la Guinée Équatoriale, Division Géographique de la Direction des Archives du Ministère des Affaires Étrangères, 2004.



Annexe 3. Photographie de l'interrogation de Macías après sa capture [en ligne], *El Correo*, 1979, Disponible sur : [Interrogatoire de Macías](#) (17 mai 2013).



Annexe 4. Le président Teodoro Obiang Nguema deux ans après la chute de Macías, CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°6, "Treize ans d'indépendance... deux ans de liberté", *Jeune Afrique*, n°1084, 14 octobre 1981.

AMBASSADE DE FRANCE
EN
GUINEE EQUATORIALE

Malabo, le 7 Mars 1978

GE/14/1

N°55 /DAM-2/

Jacques FOURNIER
Ambassadeur de France en Guinée Equatoriale
à

Son Excellence Monsieur Louis de GUIRINGAUD
Ministre des Affaires Etrangères
DIRECTION DES AFFAIRES AFRICAINES
ET MALGACHES (2)

CONFIDENTIEL

A.S. Mon ambassade en
Guinée Equatoriale.

Au moment où je quitte cette ambassade que j'ai dirigée pendant vingt mois succédant à MM. Bernard et Raguenet, je crois utile de dresser un aperçu couvrant à grands traits le passé, le présent et les possibilités d'avenir de la Guinée Equatoriale. Le pays est mal connu malgré tous les renseignements que j'ai pu recueillir* et par cette synthèse exhaustive le Département sera mieux à même d'actualiser ses futures instructions. Je pourrai ainsi -- du moins je l'espère -- faciliter la tâche de ceux qui me suivront.

Pour rendre la lecture plus aisée, j'ai donné les références de mes dépêches sur les points qui méritent d'être approfondis et décomposé ce compte-rendu en plusieurs parties: historique (I), données géographiques, sociologiques, économiques...(II), politique intérieure et structure(III), politique extérieure et missions diplomatiques installées à Malabo(IV), relations avec la France et la Communauté économique européenne (V), période 1975-1978(VI), possibilités d'avenir(VII).

J'ai tenté, en terminant, de tracer les voies d'une politique possible qui aiderait à replacer cette République au sein d'une Afrique modérée.

notamment ma dépêche 12/ARD du 16 janvier 1977.

.../...

Annexe 5. Page introductrice du rapport confidentiel de Jacques Fournier, CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°7, rapport confidentiel, "Mon Ambassade en Guinée Équatoriale", n°55, de Jacques Fournier, ambassadeur de France à Malabo au Ministre des Affaires Étrangères, Malabo, 7 mars 1978.

LISTA DE PERSONAS ASESINADAS POR EL GOBIERNO DE MACÍAS

ALTOS CARGOS

1. Bonifacio Ondo Edu, Presidente del Gobierno Autónomo.
2. Edmundo Bosio Dioko, Vice-Presidente del Gobierno de Macías.
3. Jesús A. Oyono, Secretario de Estado del Gobierno de Macías.
4. Federico Ngomo Nandongo, Presidente de la Asamblea Nacional del Gobierno Autónomo e Interventor del Banco Central de Guinea Ecuatorial. Gobierno de Macías.
5. Enrique Gori Bolubela, Consejero Provincial, Presidente de la Asamblea Nacional y Presidente de la Diputación de Fernando Poo.

MINISTROS

6. Atanasio Ndong Miyono, Ministro de Asuntos Exteriores del Gobierno de Macías.
7. Jesús Eworo, Ministro de Justicia y Alférez de la Guardia Nacional del Gobierno de Macías.
8. Norberto Nsue Micha, Ministro de Justicia del Gobierno de Macías.
9. Expedito Rafael Momo, Ministro de Justicia del Gobierno de Macías, Gobernador Civil de Fernando Poo.
10. Buenaventura Ochaga Ngomo, Ministro de Educación del Gobierno de Macías.
11. José Nsue Angue, Ministro de Educación y Embajador del Gobierno de Macías en Etiopía. (Murió en dicho país ocho días después de haber sido apaleado en Santa Isabel por los matones de Macías.)
12. Roman Borico Toichoa, Ministro Consejero de Industria del Gobierno Autónomo.
13. Agustín Nve Ondo, Ministro Consejero de Agricultura del Gobierno Autónomo.

14. Agustín Inesp Nñe, Ministro Consejero de Educación del Gobierno Autónomo.
15. Aurelio Nicolás Itoha, Ministro Consejero de Trabajo del Gobierno Autónomo.
16. Saturnino Ibongo, Periodista, Delegado de Guinea en la ONU. Gobierno de Macías.
17. Manuel Nsi Mba, Vice-Ministro de «Juventud» del Gobierno de Macías.
18. Jesús Bendi Egli, Gobernador del Banco Central de Guinea Ecuatorial. Gobierno de Macías.
19. Felipe Esono, Director general de Seguridad del Gobierno de Macías.
20. Rvdo. José Esono, Director General del Ministerio de Educación. Gobierno de Macías.
21. Luis Nguema, Director General del Ministerio de Sanidad - Gobierno de Macías y Delegado Gobernativo del Gobierno Autónomo.
22. Rufino Umatutema, Director General del Ministerio de Educación. Gobierno de Macías.
23. Clemente Ateba, Embajador Vte. del Gobierno de Macías. Gabón.
24. Pastor Torao Sikara, Presidente de la Asamblea Nacional. Gobierno de Macías.
25. Armando Balboa Dougan, Secretario General de Asamblea Nacional.
26. Manuel Castillo Barril, Dr. en Pedagogía, Delegado del Gobierno Autónomo en Madrid y Director del Instituto Nacional de Enseñanza Media.
27. Felipe Esono Nsue, Procurador en Cortes por la Provincia de Río Muni. gobierno español.
28. Simon Ngomo Ndumu Asumu, Gobernador Civil de Río Muni. Gobierno Autónomo.
29. Andrés J. Nchuchuma, Consejero Provincial y Gobernador Civil de Río Muni. Gobierno de Macías.

55

Annexe 6. Liste de personnes assignées par le gouvernement de Macías, FRENTE ANTI MACIAS, *Guinea Ecuatorial, una dictadura oculta...op.cit.*, p. 55-64.

CONSEJEROS

30. Carlos Cabrera James, Consejero de la República y Presidente de la Caja de Seguros Sociales de Guinea. Gobierno de Macías.

31. Manuel Morgades Besari, Licenciado en Derecho y Consejero de la República. Gobierno de Macías.

32. Antonio Edjo Edu, Consejero Provincial de Río Muni. Gobierno de Macías.

33. Luis Mitogo Ecang, Consejero Provincial de Río Muni. Gobierno de Macías.

34. Ricardo Bolopa, Consejero Provincial de Fernando Poo.

35. Domicilio Silas, Diputado de la Asamblea Nacional. Gobierno de Macías.

ALCALDES

36. Gabriel Balinga, Alcalde de Micomiseng. Gobierno de Macías.

37. Pascual Ondo Nsi, Alcalde de Niefang. Gobierno de Macías.

38. Luis Ondo Chimi, Alcalde de Evinayong. Gobierno de Macías.

39. Antonio Ntutmu, Alcalde. Gobierno de Macías.

CONCEJALES

40. Ramon Bolopa Esape, Concejal. Gobierno de Macías.

41. Mariano Riope, Concejal. Gobierno de Macías.

42. Lhenin Boncoro, Concejal. Gobierno de Macías.

43. Andrés Meco, Concejal. Gobierno de Macías.

44. Luis Ndongo Edjimi, Concejal. Gobierno de Macías.

DIPUTADOS

45. Dionisio Silas Sipepe, Diputado de la Asamblea Nacional. Gobierno de Macías.

46. Gaspar Copariate, Diputado de la Asamblea Nacional. Gobierno de Macías.

47. Mariano Ganet Bojou, Diputado de la Asamblea Nacional. Gobierno de Macías.

48. Antonio Ndong Engono, Diputado de la Asamblea Nacional. Gobierno de Macías.

49. Enrique Nkuma Ndong, Diputado de la Asamblea Nacional. Gobierno de Macías.

50. Salvador Boleko Ripole, Diputado de la Asamblea Nacional. Gobierno de Macías.

52. Ricardo Bolopa, Diputado de la Asamblea Nacional. Gobierno de Macías.

53. Marcelo Epan Uri, Diputado de la Asamblea Nacional. Gobierno de Macías.

54. Jose Oma Ekoka, Diputado de la Asamblea Nacional. Gobierno de Macías.

55. Claudio R. Burlay, Diputado de la Asamblea Nacional. Gobierno de Macías.

MEDICOS

56. Gustavo Watson Bueco, Dr. en Medicina, Embajador del Gobierno de Macías en Cameroun, Ministro Consejero de Sanidad del Gobierno Autónomo.

57. Manuel Nguema Evung, Dr. en Medicina y Diputado de la Asamblea Nacional. Gobierno de Macías.

58. Manuel Kombe Mandje, Dr. en Medicina, Director técnico del Ministerio de Sanidad. Gobierno de Macías.

DELEGACOS GUBERNATIVOS

59. Epifanio Oma, Delegado Gubernativo.

60. José E. Ondo, Delegado Gubernativo.

61. Pascual Ondo Nsi, Delegado Gubernativo.

62. Agapito Enve, Delegado Gubernativo.

63. Manuel Abekara, Delegado Gubernativo.

64. Santiago Nchuchuma, Delegado Gubernativo en Acurenam y Delegado de Agricultura. Gobierno de Macías.

FUNCIONARIOS

65. José Mambo, Director de la Escuela Superior L. King, Gob. Macías.

66. Antonio Ntutumu, Asuntos Municipales. Gobierno de Macías.

67. Esteban Eco, Interventor de Hacienda. Gobierno de Macías.

68. Adolfo Basasa, Jefe de Gabinete del Ministerio de Industria.

69. Pedro Bacala, Jefe del Aeropuerto de Bata.

70. Carmelo Mitogo Esono, Inspector de Enseñanza. Gob. Macías.

71. Enrique Salomon Opo, Director de Caja de Seguros Sociales de Guinea. G. Macías.

72. F. Francisco Choni, Jefe de Negociado de la Caja de Seguros Sociales de Guinea. Gobierno de Macías.

73. Agustín Mabale, Funcionario de Correos. Gob. de Macías.

74. Julián Evita, Inspector de Trabajo. gobierno de Macías.
75. Felipe Ondo, Licenciado en Derecho, Funcionario del Gob. Macías.
76. Ireneo Mangué, Inspector de Transportes.
77. Alfredo Esono Ochaga, Funcionario Instituto de Bata.
78. Estanislao Ngume, Especialista de Comercio. Gob. de Macías.
79. Marcos Ropo Uri, Perito Mercantil. Gobierno de Macías.
80. Feliciano Mitogo Maviana, Topógrafo. Gobierno de Macías.
81. Agustín Mabale, Técnico de Telecomunicaciones. Gob. de Macías.
82. Pedro Bueriberi, Licenciado en Derecho, Funcionario Gobierno de Macías.
83. Florencio Obama, Funcionario de Hacienda, Gobierno de Macías.
84. Esteban S. Eko, Interventor de Hacienda, Gobierno de Macías.
85. Agustín Nve, Tipógrafo de prensa del Gobierno de Macías.
86. Pedro Bé, Funcionario. Gobierno de Macías.

ADMINISTRACION CIVIL

87. Cándido Ekua Obiang, Diplomado Administración Civil.
88. Baltasar Esono Mitigo, Diplomado Administración Civil.
89. Andrés MamENCHI, Diplomado Admón. Civil.
90. Cándido Bacale, Diplomado Admón. Civil.
91. Eugenio Obiang, Diplomado Admón. Civil.
92. Florencio Mico, Diplomado en Admón. Civil.
93. Antonio Alo Nguema, Diplomado Administración Civil.
94. Estanislao Ngua, Diplomado Admón. Civil.
95. Felipe Aseco Mico, Diplomado Admón Civil.
96. Feliciano E. Mitegue, Diplomado Admón. Civil.
97. José Mbomio, Diplomado Admón. Civil.
98. Lorenzo Matuku, Diplomado Admón. Civil.
99. M. Wanbeke, Diplomado Admón. Civil.
100. Antonio Mico Obama, Admon. Civil.
101. Angel Nguema Efua, Diplomado Administración Civil.
102. José Engongoga Eworo, Diplomado Administración Civil.
103. José Esimi Nguema, Diplomado Admón. Civil.
104. Hilario Engura Ndjami, Diplomado Administración Civil.
105. Felipe Esono Onga, Diplomado Administración Civil.
106. Gabriel Adamu May, Diplomado Administración Civil.
107. Celestino Eyene, Diplomado Admón. Civil.
108. Esteban Nve, Diplomado Admón. Civil.
109. Ignacio Ngomo Esono, Diplomado Administración Civil.
110. Celestino Esono Mitegue, Diplomado Admón. Civil.
111. Celestino Mongomo, Diplomado Administración Civil.
112. Justino Etegue, Diplomado Admón. Civil.
113. Antonio Mba Ndong, Diplomado Administración Civil.
114. Agustín Mabale, Diplomado Administración Civil.
115. José Asumu, Diplomado Admón. Civil.
116. Lucas Ondo Micha, Diplomado Admón. Civil.
117. Lorenzo S. Osa, Diplomado Admón. Civil.
118. Jorge Ekua Maviane, Diplomado Administración Civil.
119. José Luis Mangué, Diplomado Admón. Civil.
120. José Luis Aseco, Diplomado Admón. civil.
121. José G. Borikó, Diplomado Admón. Civil.
122. Mariano Nguema Biang, Diplomado Admón. civil.
123. Plácido Beaka B., Diplomado Admón. Civil.
124. Maximiliano Ekoca Ikabo, Diplomado Admón. civil.
125. Nicolás Mecheba, Diplomado Admón. Civil.
126. Pelayo Mba Esono, Diplomado Admón. Civil.
127. Justo Evina, Diplomado Admón. Civil.
128. Juan Evi Terni, Diplomado Admón. Civil.
129. Nicolás Pearce Mecheba, Diplomado Admón. Civil.
130. Juan Ondo M., Diplomado Admón. Civil.
131. Marcelino Esono, Diplomado Admón. Civil.
132. Pascual Obana, Diplomado Admón. Civil.
134. Rafael Nsogo, Diplomado Admón. Civil.

135. Santiago Ondo Bacale, Diplomado Admón. Civil.
136. Juan Evui, Diplomado Admón. Civil.
137. Juan Ndong Mangue, Diplomado Admón. Civil.
138. Santiago Nkulu Osa, Diplomado Administración Civil.
139. Tomás Micha Onga, Diplomado Administración Civil.
140. Tomás Ondo Esono, Diplomado Administración Civil.
141. Rufino Ndong Alogo, Diplomado Admón. Civil.
142. Salvador Bueriberi, Diplomado Admón. civil.
143. Vidal Choni, Diplomado Admón. Civil.
144. T. Boriko Sialó, Diplomado Admón. Civil.
145. Ramón Bolopa, Diplomado Admón. Civil.
146. Rafael Mitogo Esono, Diplomado Administración Civil.
147. Patricio Mba Nguema, Diplomado Administración Civil.
148. Mariano Riopo, Diplomado Admón. Civil.
149. Santiago Djamanene, Diplomado Administración Civil.
150. Santiago Ndong, Diplomado Admón. Civil.
151. Manuel Asumu Mba, Diplomado Administración Civil.
152. Pedro Obiang, diplomado Admón. Civil.
153. Manuel Esono Oveng, Diplomado Administración Civil.
154. Tomás Eyene Ondo. Diplomado Administración Civil.
155. Tadeo Eló Ndong, Diplomado Admón. Civil.
156. Vicente Milam, Diplomado Admón. Civil.
157. Tomás Nguema, Diplomado Admón. Civil.
158. Silvestre Ecoro, Diplomado Admón. Civil.
159. Tomás E. Esimi, Diplomado Admón. Civil.
160. T. Ondo Esono, Diplomado Admón. Civil.
161. Vicente Esono Mitogo, Diplomado Administración Civil.
162. Juan L. Aseco, Diplomado Admón. civil.

PROFESORES DE EDUCACION GENERAL BASICA:

163. Antonio Esanvus, Profesor EGB.
164. Baltasar Evina, Profesor EGB.
165. Carmelo Nsii, Profesor de EGB.
166. Rosendo Ela, Profesor de EGB.
167. Silvestre Esono Bakale, Profesor de EGB.
168. Salvador Watre Mba, Profesor de EGB.
169. Santos Pedro Oyono, Profesor de EGB.
170. Gaspar Nsue, Profesor de EGB.
171. Samuel Ndong Akaba, Profesor de EGB.
172. Martin Ela Ntutumu, Profesor de EGB.
173. Eloy Edu Ondo, Profesor de EGB.
174. Patricio Abo Eyi, Profesor de EGB.
175. Lucas Owono Ondo, Profesor de EGB.
176. Juan Ndong Nsolo, Profesor de EGB.
177. Rosendo Ela Nsue, Profesor de EGB.
178. Miguel Mba Eseng, Profesor de EGB.
179. Carmelo Mitogo Esono, Profesor de EGB.
180. Pedro Ndumu Mba, Profesor de EGB.
181. Pablo B. Ikabo, Profesor de EGB.
182. Pedro B. Ikabo, Profesor de EGB.
183. Valentin Banganga, Profesor de EGB.
184. Tito Mba Ayetebe, Profesor de EGB.
185. Isidoro Abaga, Profesor de EGB.
186. Pablo Mambo K., Profesor de EGB.
187. Gabriel Banganga, Profesor de EGB.
188. David Ibongo Etame, Profesor de EGB.
189. Lorenzo E. Matute, Profesor de EGB.
190. José Ondo Madumbi, Profesor de EGB.
191. Jaime Nseng, Profesor de EGB.
192. Patricio Mico Nguema, Profesor de EGB.
193. María Nve Mico, Profesora de EGB.
194. Florencio Mañana, Profesor de EGB.
195. Juan Mba, Profesor de EGB.
196. Pelagio Mañana, Profesor de EGB.

TECNICOS SANITARIOS

197. Asterio Mbomio Ngama, Técnico Sanitario.
198. Hipólito Ebang, Técnico Sanitario.
199. Tomás Eyung, Técnico Sanitario.
200. Santiago Ndong, Técnico Sanitario.
201. Matías Ndong, Técnico Sanitario.
202. Santiago Bokesa Bosubari, Técnico Sanitario.
203. Manuel Ela Ncogo, Técnico Sanitario.

MILITARES - GUARDIA NACIONAL

204. Maximiliano Mico Eyoma, Teniente - Guardia Nacional.
205. Marcos Bone, Alférez - Guardia Nacional.
206. Celestino Mansogo, Teniente - Guardia Nacional.
207. José Moro Mba, Teniente - Guardia Nacional.
208. José E. Ncogo, Alférez - Guardia Nacional.
209. Tobias Obiang Nguema, Alférez - Guardia Nacional.
210. Salvador Ndong Ntutumu Alférez - Guardia Nacional.
211. Felipe I. Nsí, Brigada - Guardia Nacional.
212. Hipólito Mba O., Brigada, Guardia Nacional.
213. Valentín Mamiaga, Brigada - Guardia Nacional.
214. Jovino Edu Mbui, Sargento - Guardia Nacional.
215. Pátricio Owono, Sargento - Guardia Nacional.
216. Pedro Ncogo, Sargento - Guardia Nacional.
217. Antonio Nguema Nconi, Sargento - Guardia Nacional.
218. Emilio Owono, Sargento - Guardia Nacional.
219. Patricio Mba, Sargento - Guardia Nacional.
220. Luis Nguema, Sargento - Guardia Nacional.
221. Eliseo Sorizo, Sargento - Guardia Nacional.
222. Marcos Mba Obiang, Sargento - Guardia Nacional.
223. Pascual Esono, Cabo - Guardia Nacional.
224. Pedro Nguema, Cabo - guardia Nacional.
225. Joaquín Mongomo, Cabo - Guardia Nacional.
226. Alfonso Ndong E., cabo - Guardia Nacional.
227. Teófilo Obiang, Cabo - Guardia Nacional.
228. Fernando Nguema, Cabo - Guardia Nacional.
229. Moisés Nculu, Cabo - Guardia Nacional.
230. Toribio Ondo, Cabo - Guardia Nacional.
231. Esteban N. Esono - Guardia Nacional.

232. Santiago N. Mba, Cabo - Guardia Nacional.
233. José Elo Ncogo, Cabo - Guardia Nacional.

POLICIAS

234. Santiago Mitogo Osa, Inspector de Policía y Secretario Gral. de Asuntos Exteriores.
235. Marcos Mbá Obiang, Inspector de Policía.
236. Carlos Esono Sala, Inspector de Policía de Malabo.
237. Patricio Esono Nguema, Sub-oficial de Policía Armada de Bata.
238. Tadeo Elo Ndong, Policía Diplomado.
239. David Ncogo Ondo, Policía Diplomado.
240. Mariano Nculu, Policía Diplomado.

JEFES DE POBLADO

241. Joaquín Etem, Jefe de Efulán - Evinayong.
242. Carmelo Ondo, Jefe de Andoc - Micomiseng.
243. Carmelo ensema E., Jefe de Efulán - Evinayong.
244. Baltasar Ebua, Jefe de Mbeme - Micomiseng.
245. Celestino Mengomo, Jefe de Adjabogo - Nsork.
246. Pedro Nguema, Jefe de Ayene - Bimbiles.
247. José Obama Nsé, Jefe de Ayene - Niefang.
248. Anseme Obaa, Jefe de Bidigo - Mongomo.
249. Jorge Ecaca Dioso, Jefe de Rio Campo - Bata.
250. Francisco Engonga, Jefe de mefub - Acurenam.
251. Juan Ndong Mangue, Jefe de Asoc - Evinayong.
252. Miguel Esono Mitogo, Jefe de Bicurga - Evinayong.
253. Esoma Ndong, Jefe de Mitemle-ete - Evinayong.
254. Martín Engonga Ndong, Jefe de Ayene - Evinayong.
255. Vicente Ondo Bibang, Jefe de Mbam - Acurenam.
256. Vicente Obiang, Jefe de Ndele - Nsork.
257. Carlos Mansuy, Jefe de Sasayta - R. Benito.
258. Otogo Maviana, jefe de Alen - Ebebiyin.

- 259. Marcelino Enguang, Jefe de Eten - Kogo.
- 260. Silvestre Engonga, Jefe de Asobang - Kogo.
- 261. Tomás Esono Nguere, Jefe de Buu - Acurenam.
- 262. Tadeo Esono, Jefe de Calatrava - R. Benito.

GERENTES DE EMPRESAS ESPAÑOLAS:

- 263. Pedro Mba Ocua, Gerente de Alena.
- 264. Dámaso Nkulu, Gerente de Alena.
- 265. Sebastián Ngundi, Gerente de Sánchez-Galán.
- 266. Antonio alo, Gerente de Bisa.
- 267. Gaspar mangue, Gerente de Antonio Sánchez.
- 268. Esteban Nve, Gerente de Vivancos.
- 269. Tomás Obiang, Gerente de Alada.
- 270. Patricio Vidal, Gerente de Alada.
- 271. Casimiro Etame Bach, Gerente de Alo-sa.
- 272. Mariano Obama, Gerente de escuder y Gallana.
- 273. Maximiliano Nve, Gerente de Cruz-Cruz.
- 274. Cándido Esono Mitogo, Gerente de Bisa.
- 275. Silvestre Epuera, Gerente de Okangong.
- 276. Ricardo Nvu-Mba, Gerente de Frapejo.

EMPLEADOS Y COMERCIANTES:

- 277. Pedro Micalo, Empleado de la Empresa Crespín.
- 278. Pascual Esono, Empleado de la Empresa Transportes - Bisa.
- 279. Esteban Oma, Empleado de la empresa Hijos de Santos.
- 280. Cándido Yema, Empleado de la empresa Hernán Doss.
- 281. Martín Abeso, Empleado de la Empresa Bimbiles.
- 282. Antonio A. Nguere, empleado de la Empresa Juan Jover.
- 283. Gervasio Nkogo, Empleado de la Empresa Juan Jover.
- 284. Antonio Esono Mitogo, Comerciante de Mongomó.
- 285. Maximiliano Etugu, Comerciante de Bata.
- 286. Mariano Santos Delta, Comerciante de Santa Isabel.

- 287. Jesús Bacale Esono, Comerciante de R. Benito.
- 288. Esteban Biyogo, Comerciante de Acurenam.
- 289. Pedro Obama Ela, Comerciante de Acurenam.
- 290. Jesús Obiang Biyogo, Comerciante de Acurenam.
- 291. Joaquín Ngomo, Comerciante de Ebebiyín.
- 292. Juan Mico, Comerciante de Ebebiyín.
- 293. Cándido Mabale, Comerciante de R. Benito.
- 294. José Obama, comerciante de Evinyong.
- 295. Cándido Engonga, Comerciante de Micomiseng.
- 296. Benito Ondo Oyono, comerciante de Micomiseng.
- 297. Celestino Nguema, Comerciante de Niefang.
- 298. Francisco N. Afang, Comerciante de Niefang.
- 299. Joaquín Mongomo, comerciante de Nsork.
- 300. Salvador Mba Nse, Comerciante de Acurenam.
- 301. Cristóbal Abo, Comerciante de Bimbiles.
- 302. Gervasio Bakale, Comerciante de R. Benito.
- 303. Estanislao Nguebo, Comerciante de Bata.
- 304. Pedro Okuale, Comerciante de Niefang.
- 305. Enrique Salomón Ope, Comerciante de Santa Isabel.
- 306. Patricio Tobachi, Comerciante de Basako-Este.
- 307. Crescencio Chanque, Comerciante de Basako-Este.
- 308. Juvencio Echapo, Comerciante de Basako-Este.
- 309. Faustino Bokesa, Comerciante de Basako-Este.
- 310. Jorge Borikó Bolepo, Comerciante de Basako-Este.
- 311. Ignacio Chaque, Comerciante de Basako-Este.

AGRICULTORES:

- 312. Esteban Ncogo, Agricultor de Ebebiyín.
- 313. Federico tomo Esono, Agricultor de Ebebiyín.
- 314. Luis Nguen Oluí, Agricultor de Ebebiyín.

315. Francisco Kung, Agriculteur de Ebebiyín.
316. Daniel Mangué Ela, Agriculteur de Ebebiyín.
317. F. Ela Nculu, Agriculteur de Ebebiyín.
318. Baltasar Nguema, Agriculteur de Ebebiyín.
319. Antonio Etoo Ebele, Agriculteur de Ebebiyín.
320. Antonio Asumu, Agriculteur de Ebebiyín.
321. Benito Ebendeng, Agriculteur de Ebebiyín.
322. Daniel Ncogo, Agriculteur de Evinayong.
323. Adolfo Ondo Edu. Agriculteur de Evinayong.
324. Feliciano Ramón, Agriculteur de Evinayong.
325. Sebastián Ndongo Ncogo, Agriculteur de Evinayong.
326. Manuel Afugu Engono, Agriculteur de Evinayong.
327. Manuel Mba Nguema, Agriculteur de Evinayong.
328. Santiago Abui, Agriculteur de Evinayong.
329. Cándido Esono Mitogo, Agriculteur de Evinayong.
330. Vicente Obiang, Agriculteur de Evinayong.
331. Maximiliano O. Nguema, Agriculteur de Evinayong.
332. José Ncogo Esono, Agriculteur de Evinayong.
333. Benito Sima Ndong, Agriculteur de Evinayong.
334. Benito Esono, Agriculteur de Evinayong.
335. Eduardo Esono Mitogo, Agriculteur de Evinayong.
336. Salvador Moro Mba, Agriculteur de Evinayong.
337. Marcelino Nguema, Agriculteur de Evinayong.
338. Pedro Ocuola, Agriculteur de Evinayong.
339. Deogracia Mitogo, Agriculteur de Evinayong.
340. Manuel Biyogo, Agriculteur de Evinayong.
341. Demetrio Santos, Agriculteur de Evinayong.
342. Paulino Alogo Ndong, Agriculteur de Evinayong.
343. Eufemio Mabale, Agriculteur de Evinayong.
344. Rafael Mitogo, Agriculteur de Evinayong.
345. Pedro Nguere, Agriculteur de Evinayong.
346. Felipe Sima, Agriculteur de Evinayong.
347. Casimiro Evuma, Agriculteur de Micomiseng.
348. Pedro Esoma Etoo, Agriculteur de Micomiseng.
349. Esteban Ndong Mico, Agriculteur de Micomiseng.
350. Luis Abeso Mangué, Agriculteur de Micomiseng.
351. Francisco Mba Nguema, Agriculteur de Micomiseng.
352. Pedro A. Mayo, Agriculteur de Micomiseng.
353. Juan Carlos Maviana, Agriculteur de Micomiseng.
354. Benito Nsoó, Agriculteur de Micomiseng.
355. Nicolás Beé, Agriculteur de Micomiseng.
356. Santiago Maviana, Agriculteur de Micomiseng.
357. Carlos Etoo, Agriculteur de Micomiseng.
358. Sixto Ekoa Ndong, Agriculteur de Micomiseng.
359. Lucas Beé, Agriculteur de Micomiseng.
360. Zacarías Obiang, Agriculteur de Micomiseng.
361. Crisantos Mba Mangué, Agriculteur de Micomiseng.
362. Pedro Ecoro, Agriculteur de Micomiseng.
363. Antonio Ndongo, Agriculteur de Micomiseng.
364. Agapito Abeso Nsamyo, Agriculteur de Micomiseng.
365. Vicente Ondo Mengó, Agriculteur de Acurenem.
366. Marcelino Nguema N., Agriculteur de Acurenem.
367. Benito Ndong, Agriculteur de Acurenem.
368. Luis Nguema Mba, Agriculteur de Acurenem.
369. Tadeo A. Alogo, Agriculteur de Acurenem.
370. Mariano Nguema N., Agriculteur de Acurenem.
371. Silvestre E. Esono, Agriculteur de Acurenem.
372. Cándido Eson-Ndong, Agriculteur de Acurenem.
373. Marcelo Esono Bibang, Agriculteur de Acurenem.
374. Angel Ela Abui, Agriculteur de Acurenem.
375. Silvestre K. Eseng, Agriculteur de Acurenem.

376. Nicolás Simón Nsogo, Agricultor de Acurenam.
377. Nemesio ensemá, Agricultor de Acurenam.
378. Santiago Mitogo Alo, Agricultor de Acurenam.
379. Dámaso Endaman, Agricultor de Acurenam.
380. Celestino Obama, Agricultor de Niefang.
381. Baltasar Mba, Agricultor de Niefang.
382. Santo Engo, Agricultor de Niefang.
383. Carmelo Mitogo, Agricultor de Niefang.
384. Vicente Ibona, Agricultor de Niefang.
385. Salvador nguema, Agricultor de niefang.
386. Jorge N. Evina, Agricultor de Niefang.
387. Benito L. Bacale, Agricultor de Niefang.
388. Andrés Abeso, Agricultor de Niefang.
389. Salvador Esono Oyono, Agricultor de Niefang.
390. Luis Mba Engono, Agricultor de Añisok.
391. Hipólito Mba, Agricultor de Añisok.
392. Agustín Ndong N. Agricultor de Añisok.
393. Nicolás M. Evina, Agricultor de Añisok.
394. Valentín Lomo, T., Agricultor de Añisok.
395. Antonio Alo Milama, Agricultor de Añisok.
396. Bienvenido Nsamyo, Agricultor de Añisok.
397. Julio Pedro Abogo, Agricultor de Añisok.
398. Ernesto Ndong, Agricultor de Añisok.
399. Simplicio Abeso, Agricultor de Mongomo.
400. Estanislao Sima, Agricultor de Mongomo.
401. Santiago Ondo, Agricultor de mongomo.
402. Leandro Esono Mitogo, Agricultor de Mongomo.
403. Silvestre Engono, Agricultor de Mongomo.
404. Silvestre Esono Mba, Agricultor de Mongomo.
405. Rafael Nsi, Agricultor de Mongomo.
406. Baltasar Mba, Agricultor de Mongomo.
407. Alberto Mbá, Agricultor de Mongomo.
408. Juan Ondo Edu, Agricultor de Mongomo.
409. Vicente Esono Mico, Agricultor de Bata.
410. Celestino Obiang. Agricultor de Bata.
411. Guillermina Ebuka, Agricultor de Bata.
412. Leandro Nguema E. Agricultor de Bata.
413. Casimiro Combe, Agricultor de Bata.
414. Teodoro Evuy Monanga, Agricultor de Bata.
415. Mariano José Edjo, Agricultor de Bata.
416. Ernesto Ndong, Agricultor de Bata.
417. Feliciano Asumu, Agricultor de Bata.
418. Florentina Taivor, Agricultor de Bata.
419. Irene Noyoko, Agricultor de Bata.
420. Luis Masoko, Agricultor de Bata.
421. Marcelina Bokamba, Agricultor de Bata.
422. Carmina Matala Oko, Agricultor de Bata.
423. Gregorio Malango, Agricultor de Bata.
424. Deogracia Ekua, Agricultor de Bata.
425. Santuosa Matatea, Agricultora de Bata.
426. Feliciano Matute, Agricultor de Río Campo.
427. Santos Motoma, Agricultor de Río Campo.
428. Benito Epuera, Agricultor de Río Campo.
429. Nicasio Santos Dema, Agricultor de Río Campo.
430. Gregorio Etame, Agricultor de Río Campo.
431. Lorenzo Esono, Agricultor de Kogo.
432. Teófilo Nguema, Agricultor de Kogo.
433. Leandro Ndong, Agricultor de Kogo.
434. Pedro Ndong, Agricultor de Kogo.
435. Carlos Esono, Agricultor de Kogo.
436. Salvador Ndong, Agricultor de Kogo.
437. Vicente Ndong, Agricultor de Kogo.
438. José Esono, Agricultor de Kogo.
439. Pedro Els Nguema, Agricultor de Río Benito.
440. Salvador Mico alo, Agricultor de Río Benito.
441. Santiago Milam, Agricultor de Río Benito.
442. Santiago Nguema, Agricultor de Río Benito.
443. Aurelio Nang, Agricultor de Río Benito.
444. Sixto Ramón Motema, Agricultor de San Carlos.
445. Nicasio Bacale, Propietario de Basakato Este.
446. Gabriel Chale Tojaka, Propietario de Basakato del Este.
447. Donato Tojunto, Propietario de Basakato del Este.
448. Conrado Chale, Propietario de Basakato del Este.
449. Crescencio Bueriberi, Propietario de Basakato del Este.

450. Hilario Bokesa Besubari, Propietario de Basakato del Este.
451. Amancio Bueriberi Borikó, Propietario de Basakato del Este.
452. Santiago Chale Tojaka, Propietario de Basakato del Este.
453. Santiago Riguesa Bochiña, Propietario de Basakato del Este.
454. Timoteo Bolopo, Propietario de Basakato del Este.
455. Flavian Choni Bokoba, Propietario de Rebola.
456. Esteban Olu Voivour, Propietario de Santa Isabel.
457. Jorge Etaca D., Propietario de Río Campo - Bata.
458. Andrés Edu Eyama, Propietario de Río Muni (BM).
459. Fernando Engonga, Propietario de Río Muni (BM).
460. Fernando Nguema, Propietario de Río Muni (BM).

JOVENES Y NIÑOS POR PRESUNTAS CULPAS DE SUS PADRES ASESINADOS:

461. Agustín Metu.
462. Irene Ngomo.
463. Valentín Metu.
464. Cristina Bueriberi.
465. Vicentino Etawe.
466. Patricia Tojaka.
467. Filiberto Buenriberí.
468. Eugenio Buenriberí.
469. Pedro Bolope Boricó.
470. Estanislao Muebaque.
471. Casimiro Nchaso.
472. Cristino Bueriberi E.
473. Luis Miguel Ondo (10 años).
474. Filiberto Oló (12 años).
475. Eladio Acuma (12 años).
476. Angel Ecoro (12 años).
477. Cándido E. Evuy (14 años).
478. Pablito Esono (14 años).
479. Baltasar Esono (14 años).
480. Perico Santiago (14 años).
481. Carlos Esono (15 años).
482. Esteban Mba (15 años).
483. Santiago Esono (16 años).
484. Juan Carlos Omat (17 años).
485. Vicente Nguema (17 años).
486. Miguel Sinco (17 años).
487. Nicolás Okuala (18 años).
488. Tadeo Nguema (18 años).

SEÑORAS ASESINADAS POR SUPUESTAS CULPAS DE SUS MARIDOS Y FAMILIARES

489. Edelvina Oyana, por Bonifacio Ondo Edu, Presidente del Gobierno Autónomo.
490. Susana Ewui, por Angel Nguema Efua, Secretario particular de Bonifacio Ondo Edu.
491. Benita Eyanga, pr Federico Ngomo, Presidente de la Asamblea del Gobierno Autónomo.
492. Ramona Mikue, por Manuel Asumu Mba.
493. Carmen Asangono, por Santiago Mitogo Osa, Inspector de policía y Secretario Gral. de Asuntos Exteriores.
494. Juanita esamo, por Epifanio Oma Nkoni.
495. Catalina Etomo, por Hipólito Ncogo Eyi.
496. Cándida Nchama, por Carmelo Mitogo Esono.
497. María Mbu Nsue, por Felipe Aseco.

CAMPESINOS:

498. Luis Ondo Asumu, camp. de Ebebiyin.
499. Fco. Mariano Nculu, camp. de Ebebiyin.
500. Cándido Mbui Ela, camp. de Ebebiyin.
501. Simón Ngumu, camp. de Ebebiyin.
502. Lorenzo Onga, camp. de Ebebiyin.
503. Patricio Obama N., camp. de Ebebiyin.
504. Jacinto alogo, camp. de Ebebiyin.
505. Felipe Edu Nsue, camp. de Ebebiyin.
506. Esteban Nsamyo, camp. de Evinayong.
507. Andrés Nsamyo, camp. de Evinayong.
508. Julio Nsamyo, camp. de Evinayong.
509. Cristóbal Esono Abaga, camp. de Evinayong.
110. Toribio Ebendeng, camp. de Evinayong.
511. Samuel Evina, camp. de Evinayong.
512. José Oló Mañana, camp. de Micomiseng.
513. Tarsicio Aseco, camp. de Micomiseng.
514. Nicolás Ndong Nguema, camp. de Micomiseng.
515. Casimiro Nse-Ela, camp. de Micomiseng.
516. Antonio Maviana Eco, camp. de Micomiseng.
517. Nicasio Abaga Mangue, camp. de Micomiseng.
518. Gregorio E. Matogo, camp. de Micomiseng.

519. Vicente Ndongo Bibang, camp. de Micomiseng.
520. Antonio Ateba, camp. de Bata.
521. Juan Eyegue Becheng, camp. de Bata.
522. José Eyegue Becheng, camp. de Bata.
523. José Nguese, camp. de Bata.
524. Benito Esomba, camp. de Bata.
525. Luis Biyogo, camp. de Bata.
526. Silvestre A. Ondo, camp. Acurenam.

527. Lucas Eworo Oló, camp. de Acurenam.
528. Pedro Nguema Ela, camp. de Acurenam.
529. Justo Sima, camp. de Acurenam.
530. Andrés Mbirá, camp. de Kogo.
531. Julio Bacale, camp. de Kogo.
532. Celestino Ondo Obiang, camp. de Kogo.
533. Estanislao Bacale, camp. de Rio Benito.

Annexe 6. (Suite).



Annexe 7. Photographie de la première expédition de missionnaires claretains en Guinée Équatoriale, CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°2, *Misioneros Claretianos, Cien años de Evangelización en Guinea Ecuatorial (1883-1983)*, Editorial Claret S.A, Barcelona, 1983.



Annexe 8. Photographie d'une église détruite sous le gouvernement de Macías, CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°2, *Misioneros Claretianos, Cien años de Evangelización en Guinea Ecuatorial (1883-1983)*, Editorial Claret S.A, Barcelona, 1983.



P. Francisco Gómez (1906-1979). El Vicario impulsor de los evangelizadores nativos.

Annexe 9. Monseigneur Francisco Gómez Marijuan, CADN, Fonds Malabo, archives de l'ambassade de France en Guinée Équatoriale, carton n°2, *Misioneros Claretianos, Cien años de Evangelización en Guinea Ecuatorial (1883-1983)*, Editorial Claret S.A, Barcelona, 1983.

Table des matières

INTRODUCTION GENERALE.....	1
1. La Guinée Équatoriale sous Macías Nguema, le malheur d'un pays indépendant sans démocratie	1
2. Situation géopolitique et histoire coloniale	1
I. HISTORIOGRAPHIE	4
1. Un pays et une période peu étudiés	4
1.1. Absence de documents au niveau nationale en Guinée Équatoriale	4
1.2. Approche biographique sur Francisco Macías Nguema	5
2. Max Liniger-Goumaz, l'africaniste, spécialiste de la Guinée Équatoriale	7
2.1. Les premières études	7
2.2. Chronologie et évolution des thématiques abordées par Liniger-Goumaz	8
3. Autres perspectives sur la Guinée Équatoriale de Macías	11
3.1. Alerta Internacional	11
3.2. Frente Anti Macías	12
II. SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.....	13
1. Présentation des sources	13
1.1. Archives	14
1.2. Télégrammes	14
1.3. Rapports	15
1.4. Presse	16
1.5. Revues	16
2. Références bibliographiques	16
III. ÉTUDE DE CAS : LES VIOLENCES CONTRE LE PEUPLE EQUATO-GUINEEN VUES PAR LES DIPLOMATES FRANÇAIS	18
1. Arrivée au pouvoir et lutte contre les opposants politiques	19
1.1. L'élection de Macías	20
1.2. Le règne par la terreur politique	22
2. Le système répressif	24
2.1. Origine et description des activités du PUNT	24
2.2. Teodoro Obiang Nguema : une ascension politique marquée par la violence	25
3. Les cas des Bubis et des Clarétains.....	26
3.1. Répression ethnique envers les Bubis	27
3.2. Discriminations envers les missionnaires clarétains	29
CONCLUSION	32
ANNEXES.....	34
TABLE DES ILLUSTRATIONS	52
TABLE DES TABLEUX.....	53

Table des illustrations

Figure 1, Nombre de voix en faveur de Francisco Macías Nguema (FMN) et de Bonifacio Ondó (BO) pour le premier et le second tour des élections présidentielles équato-guinéennes de 1968.....	21
Figure 2, évolution de la population totale en Guinée Équatoriale entre 1958 et 1989. Données de l'Organisation de Nations-Unis.	29

Table des tableaux

Tableau 1, Ambassadeurs de France à Malabo, Guinée Équatoriale, de 1968 à 1979.....	18
Tableau 2, Candidats à la Présidence de la Guinée Équatoriale, leurs symboles et leurs résultats en nombre de suffrages.....	20
Tableau 3, Premier gouvernement de la Guinée Équatoriale.....	22

Présidence de l'université
40 rue de rennes – BP 73532
49035 Angers cedex
Tél. 02 41 96 23 23 | Fax 02 41 96 23 00



ENGAGEMENT DE NON PLAGIAT

Je, soussigné(e) **Yamily Carrión-Mège**
déclare être pleinement conscient(e) que le plagiat de documents ou d'une
partie d'un document publiée sur toutes formes de support, y compris l'internet,
constitue une violation des droits d'auteur ainsi qu'une fraude caractérisée.
En conséquence, je m'engage à citer toutes les sources que j'ai utilisées
pour écrire ce rapport ou mémoire.

signé par l'étudiant(e) le **10 / 06 / 2013**

